ISSN 1662 – 4599

4 février 2013
13e année
Nº 5

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les grands Etats centralisés sont un risque de guerre

Leçons de l'histoire: les petits Etats sont plus enclins à la paix et la compensation sociale que les grandes entités – L'AELE est une alternative à l'UE

par Tobias Salander, historien

Pendant que l'UE titube d'une crise à l'autre, que l'euro est présenté comme étant sans alternatives et le sauvetage des banques comme inévitable, en dépit du fait qu'un grand nombre de pays de l'UE ne veulent pas de l'euro et que la Grande-Bretagne réfléchit même ouvertement à sortir de la geôle que représente l'UE pour les peuples, en ces temps secoués par les crises, de plus en plus de personnes commencent à réfléchir aux alternatives. Le projet de l'Europe des patries de Charles de Gaulle est appréciée par un nombre grandissant de citoyens, même des parties entières d'Etats nations centralistes recommencent à se considérer comme des Etats indépendants et veulent être des patries: les Ecossais, les Catalans, les Basques mais aussi la Bavière peuvent tout à fait s'imaginer une nouvelle forme de coopération en Europe: au-delà du double étranglement par leur propre métropole et celle de Bruxelles. En Suisse on observe ces déroulement avec le plus grand intérêt, car une multitude de petits Etats n'apporteraient pas moins, mais davantage de sécurité: les guerres ont toujours commencé à partir des grandes entités, presque jamais à partir de petits Etats qui se basent sur la coopération et en dépendent. De plus une alliance économique libre sans commissaires bruxellois existe bel et bien: l'AELE est toujours présente, même après 50 ans – une alternative réelle, même pour de vieux-nouveaux petits Etats. Le modèle économique à succès de la Suisse se réjouirait de pouvoir accueillir ses voisins européens dans cette association.

Un plaidoyer en faveur des petits Etats, avec des exemples du débat parlementaire en Bavière en hiver 1871, lorsqu'on devait être incorporé dans un moloch sis à Berlin – avec des prises de position de patriotes aimant la liberté qui, dans leur clarté, ont gardé toute leur validité également en 2013.

> *«Lorsqu'on fonde un grand Empire, comme cela est prévu ici, lorsqu'on mobilise toutes les forces pour fonder un Etat que l'on a maintenant déjà appelé un ‹Etat absolutiste-monarchiste-militariste› dont on a dit à Berlin que toute vie parlementaire, toute liberté y sera abolie – nous ne pouvons pas approuver une telle construction. Où la création d'un tel Etat nous mène-t-elle? La mauvaise passion de vouloir régner sur l'Europe en est la base et cette mobilisation de toutes les forces nous amènera prochainement à la guerre.» (Cité d'après Scharnagl, p. 25)*

Les êtres humains ne veulent par nature rien d'autre que pouvoir organiser leur vie en paix et en sécurité, s'occuper de leurs relations familiales et amicales et se donner une patrie, sans pour autant exclure d'autres êtres humains. A travers les siècles, les êtres humains ont appris une manière de vivre ensemble qui leur assure cette paix politique, économique et sociale: l'Etat de droit démocratique, qui est mieux réalisable quand il n'est pas conçu trop grand. Des formes préliminaires en étaient déjà les *Poleis* de la Grèce antique, les communes citadines de l'Italie du Nord pendant la Renaissance, les coopératives partout dans le monde, qui ont en partie fait effet de fondatrices d'Etats comme dans le cas de la Confédération suisse – et avant tout les dernières nommées, les communautés construites du bas vers le haut, qui reconnaissent l'être humain comme personne avec une dignité inhérente qui ne doit pas être entravée sous peine de punition. Des juges, élus par la population concernée, en sont les gardiens. C'est ainsi que cela s'est passé en Suisse, comme décrit dans le *Pacte fédéral de 1291*, un document de paix et du principe «Un pour tous, tous pour un». La volonté de se défendre, portée par tous, assure cette paix envers l'extérieur. L'époque des Lumières a apporté l'idée de la séparation des pouvoirs, un approfondissement de la souveraineté populaire ainsi que le principe de l'égalité devant le droit, issu du droit naturel, et sur les bases desquels les peuples de l'hémisphère occidental ont construit un ordre économique donnant la liberté à l'individu, ce qui a libéré en lui des forces insoupçonnées. La révolution industrielle a conduit à long terme à une prospérité encore jamais connue pour de larges couches de la population. Et ainsi, l'Europe pourrait se composer de paysages florissants avec des économies nationales florissantes, et il resterait toujours assez d'argent qu'on pourrait envoyer aux pays du tiers monde comme part aux réparations des conséquences néfastes de l'histoire coloniale.

A partir d'une certaine masse critique, les guerres de conquête commencent

Mais l'Europe titube d'une crise à l'autre, utilise des approches pour la solution des problèmes qui font justement partie du problème. Et: les puissances européennes s'arment et se réarment et mènent à nouveau des guerres sur d'autres continents, récemment de nouveau en Afrique où, en tant que puissances coloniales, elles sont restées dans les mémoires de façon peu glorieuse. L'UE, un projet de paix? L'actualité nous montre une toute autre image: cette grande entité centraliste avec siège à Bruxelles rejoint une grande galerie de puissances disparues ou en train de disparaître, lesquelles, plus elles sont devenues grandes et centralisées, plus elles se sont conduites de manière belliciste envers l'extérieur et dictatoriale envers l'intérieur. Si l'on connaissait dans l'historiographie la notion de la «loi naturelle», on serait enclin à en parler dans ce contexte. On pourrait commencer avec Athènes ou Sparte, qui, à partir d'une certaine grandeur, ont succombé à la folie du pouvoir, continuer avec *Alexandre le Grand,* qui a transformé l'idée de la Polis jusqu'à l'absurde et qui est devenu le plus grand seigneur de guerre de son époque. La ville aux sept collines est un autre exemple qui, ayant atteint la masse ou la grandeur critique, s'est perdue dans une hybris impériale et a couvert le monde – ou plutôt l'Europe – de guerres de conquête. En se rapprochant du temps présent, on pourrait citer les colonies anglaises en Amérique du Nord. Une fois libérées du joug européen, cela a duré juste un siècle jusqu'à ce que les anciens opprimés aient traversé tout le continent et tué ou soumis des millions d'autochtones, et qu'ils aient fait leur saut impérial, militairement ou à l'aide de leurs dollars. Il s'en est suivi une vague d'innombrables guerres, toutes dirigées par une centrale du pouvoir et un complexe militaro-industriel gigantesque.

Suite page 2

Mali: une guerre peut en cacher une autre

par Thierry Meyssan

«L'appétit vient en mangeant», dit le proverbe. Après avoir recolonisé la Côte d'Ivoire et la Libye, puis tenté de s'emparer de la Syrie, la France lorgne à nouveau sur le Mali pour prendre l'Algérie à revers.

Durant l'attaque de la Libye, les Français et les Britanniques ont fait un large usage des islamistes pour combattre le pouvoir de Tripoli, les séparatistes de Cyrénaïque n'étant pas intéressés à renverser *Mouammar el-Kadhafi* une fois Benghazi indépendante. A la chute de la Jamahiriya, j'ai personnellement été témoin de la réception des dirigeants d'AQMI (*Al-Qaida au Maghreb islamique)* par des membres du *Conseil national de transition* à l'*Hôtel Corinthia*, qui venait d'être sécurisé par un groupe britannique spécialisé venu exprès d'Irak. Il était évident que la prochaine cible du colonialisme occidental serait l'Algérie et qu'AQMI y jouerait un rôle, mais je ne voyais pas quel conflit pourrait être utilisé pour justifier une ingérence internationale.

Paris a imaginé un scénario dans lequel la guerre pénètre en Algérie par le Mali.

Peu avant la prise de Tripoli par l'OTAN, les Français parvinrent à soudoyer et à retourner des groupes Touareg. Ils eurent le temps de les financer abondamment et de les armer, mais il était déjà bien tard pour qu'ils jouent un rôle sur le terrain. Une fois la guerre finie, ils retournèrent dans leur désert.

Les Touareg sont un peuple nomade vivant au Sahara central et sur les bordures du Sahel, soit un vaste espace partagé entre la Libye et l'Algérie, le Mali et le Niger. S'ils ont obtenu la protection des deux premiers Etats, ils ont au contraire été délaissés par les deux derniers. Par conséquent, depuis les années 60, ils n'ont cessé de remettre en question la souveraineté du Mali et du Niger sur leurs terres. Bien logiquement, les groupes armés par la France décidèrent d'utiliser leurs armes pour faire aboutir leurs revendications au Mali. Le *Mouvement national pour la libération de l'Azawad* (MNLA) prend le pouvoir dans presque tout le Nord-Mali où il habite. Cependant, un groupuscule d'islamistes touareg, *Ansar Dine,* rattaché à AQMI, en profite pour imposer la charia dans quelques localités.

Le 21 mars 2012, un étrange coup d'Etat est perpétré au Mali. Un mystérieux *Comité pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat* (CNRDRE) renverse le président *Amadou Toumani Touré* et déclare vouloir restaurer l'autorité malienne au Nord du pays. Il en résulte une grande confusion, les putschistes étant incapables d'expliquer en quoi leur acte améliorera la situation. Le renversement du président est d'autant plus bizarre qu'une élection présidentielle était prévue cinq semaines plus tard et que le président sortant ne se représentait pas. Le CNRDRE est composé par des officiers formés aux Etats-Unis. Il empêche la tenue de l'élection et transmet le pouvoir à un des candidats, en l'occurrence le francophile *Dioncounda Traore.* Ce tour de passe-passe est légalisé par la *Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO), dont le président n'est autre qu'*Alassane Ouattara,* mis au pouvoir un an plus tôt par l'armée française en Côte d'Ivoire.

Le coup d'Etat accentue la division ethnique du pays. Les unités d'élite de l'armée malienne (formées aux USA) ayant un commandement touareg rejoignent la rébellion avec armes et bagages.

Le 10 janvier, Ansar Dine – appuyé par d'autres groupes islamistes – attaque la ville de Konna. Il quitte donc le territoire touareg pour étendre la loi islamique au Sud du Mali. Le président de transition Dioncounda Traore décrète l'état d'urgence et appelle la France au secours. Paris intervient dans les heures qui suivent pour empêcher la prise de la capitale, Bamako. Prévoyant, l'Elysée avait pré-positionné au Mali des hommes du 1er Régiment parachutiste d'infanterie de marine («la coloniale») et du 13e Régiment de dragons parachutistes, des hélicoptères du COS (*Commandement des opérations spéciales)*, trois *Mirage 2000D,* deux *Mirage F-1,* trois *C135,* un *C130 Hercule* et un *C160 Transall.*

En réalité, il est fort peu probable qu'Ansar Dine ait représenté une menace réelle, car la vraie force combattante, ce ne sont pas les islamistes, mais les nationalistes touareg, lesquels n'ont aucune ambition au Sud du Mali.

Pour conduire son intervention militaire, la France demande l'aide de nombreux Etats, dont l'Algérie. Alger est piégé: accepter de collaborer avec l'ancienne puissance coloniale ou prendre le risque d'un reflux des islamistes sur son sol. Après hésitation, il accepte d'ouvrir son espace aérien au transit français. Mais en définitive, un groupe islamiste non identifié attaque un site gazier de *British Petroleum* au Sud de l'Algérie en

Suite page 2

«Les grands Etats centralisés …»
suite de la page 1

Un Etat indépendant d'Idaho ou de Kazakhstan auraient-ils mené à une guerre froide?

Que serait-il arrivé si les Etats individuels des USA n'avaient formé qu'une fédération d'Etats instables, ou s'ils avaient même formé deux fédérations, une du Nord et une du Sud, cela est difficilement imaginable. Ou bien certains Etats individuels, comme l'a exigé récemment l'Idaho, auraient-ils simplement tourné le dos à toute la fédération et se seraient-ils joints à l'ONU comme Etats indépendants et souverains? Il n'est pas nécessaire de mentionner les structures centralistes et totalitaires des pays sous des dictateurs tels *Hitler* et *Staline* et les conséquences des guerres qui s'en sont suivies.

Qu'en aurait-il été si les diverses nationalités de l'empire soviétique s'étaient déclarées indépendantes, si les divers pays de l'Allemagne nazie s'étaient opposés avec succès à leur mise au pas, et s'ils avaient imposé leur sortie du Reich? Si la Thuringe, la ville hanséatique de Hambourg, un Etat libre de Bavière, une Ukraine libre, un Kazakhstan libre, ou bien d'un autre côté l'Etat de Bade, avaient agressé un Etat indépendant tel l'Alsace? Sûrement que les autres petits Etats seraient intervenus en médiateurs et si c'était quand-même arrivé, cela n'aurait jamais eu les mêmes conséquences désastreuses avec des hécatombes de morts telles les conséquences des guerres des grands empires.

Retournons en arrière dans l'histoire: une France non structurée de manière centraliste par *Louis XIV*, aurait-elle mené toutes ces guerres? Une France qui n'aurait pas été usurpée par *Napoléon,* avec une Europe assujettie, aurait-elle attaqué la Russie?

Les guerres des Etats de l'UE – que peut faire la Suisse?

Il est bien probable que le lecteur se demande quel est le but de cette argumentation. En résumé: une Union européenne de plus en plus centralisée, vidant les Etats membres de plus en plus de leur souveraineté, s'armant massivement, déclenchera – vu toutes les expériences historiques – d'importantes guerres. Les petites guerres ont déjà commencé depuis longtemps: ce furent des pays membres de l'UE actuelle qui menèrent avec les Etats-Unis en 1999 la guerre d'agression de l'OTAN contre la Serbie en violation du droit international. Ce furent des membres de l'UE qui violèrent la résolution 1973 de l'ONU en Lybie, actuellement ce sont des membres de l'UE qui sont à l'œuvre avec des engagements sous couvert en Syrie, de même au Mali, mais là ouvertement avec des troupes terrestres et des forces aériennes, comme s'ils n'avaient jamais entendu parler du verdict de l'ancien ministre américain de la Défense *Robert Gates,* déclarant qu'aujourd'hui tout général ou tout homme politique qui donne l'ordre d'engager des troupes terrestres contre des islamistes doit être conduit chez le psychiatre. Aujourd'hui nous en sommes arrivés à un point, où même des appels venant de l'empire qui continue lui-même à faire la guerre – mais selon les instructions du «smart power», plus finement, c'est-à-dire de manière plus rusée et plus astucieuse – ne sont plus pris au sérieux par l'Union européenne s'armant de plus en plus.

Qui va arrêter cette folie? La Suisse ne peut pas le faire. Elle peut bien se préparer pour faire front à l'arrogance du pouvoir et par exemple renforcer les échanges économiques avec les Etats émergeants du BRICS. Et rester prête à se défendre. Et recommander instamment la démission immédiate des politiciens qui commencent à être indécis.

«Ils [les députés bavarois] s'orientaient selon une phrase du philosophe Friedrich Wilhelm Schelling, d'après laquelle les Allemands n'étaient pas destinés à vivre dans un Etat centralisé, mais plutôt à ‹être un peuple constitué par divers peuples›.» (cité d'après Scharnagl, p. 21)

Un Etat libre de Bavière dans l'Europe des patries – est-ce une utopie?

Mais quelle est la situation à l'intérieur de l'UE? Les citoyens sauront bien prendre les choses en main par eux-mêmes. Vu de Suisse, on peut quand-même attirer l'attention sur un processus qui semble être plein d'avenir et mérite un plein soutien idéel. Il est question de la Bavière et des efforts qui y sont faits pour regagner la souveraineté perdue depuis belle lurette. *Wilfried Scharnagl,* rédacteur de longue date au *Bayernkurier*, a rassemblé un matériel volumineux et mémorable dans son livre «Bayern kann es auch allein. Plädoyer für den eigenen Staat» [La Bavière peut aussi se débrouiller seule. Plaidoyer pour un propre Etat]. La Bavière, c'est un Etat de presque deux fois la surface de la Suisse, avec une population d'environ 12 millions d'habitants, environ au septième rang des pays de l'UE en ce qui concerne la force économique, payeur net dans la péréquation des Länder de la République fédérale, car économe et ne se payant pas le luxe que s'offrent d'autres Länder avec l'argent des contribuables. Ne se plaignant pas d'une diminution de la population comme les autres Länder, un lieu de rêve pour presque tous les Allemands, parce que foncièrement solide, disposant d'un bon système d'enseignement dual bien structuré et ne déplorant guère de chômage des jeunes. Cette région possède une cohésion sociale profondément ancrée dans la doctrine sociale catholique, un pays dans lequel la plupart de la population vit avec conviction les valeurs de la charité et de l'amour du prochain. Un pays dont la population a été, après la Seconde Guerre mondiale, la seule de tous les Länder à pouvoir voter sa propre Constitution; un Etat libre qui a refusé la Loi fondamentale de la République fédérale, parce qu'elle visait trop sur un Etat centraliste, pas assez fédéraliste. Un Etat qui, après la Seconde Guerre mondiale, comprenait des hommes politiques importants, qui avaient passé leur exil en Suisse et rapportaient ainsi de notre pays beaucoup de suggestions concernant la démocratie directe.

Treitschke à propos du démantèlement de la Bavière par la Prusse

La Bavière, c'est un Etat qui a déjà perdu sa souveraineté au début du XIXe siècle dans des circonstances tragiques, dont les représentants du peuple, malheureusement minoritaires, avaient prévu de façon presque prophétique où allait mener un grand Etat centraliste sous la direction de la Prusse: vers une grande guerre! Les interventions des députés bavarois lors du débat mémorable au Landtag bavarois de janvier 1871, à l'époque de la guerre franco-allemande, se lisent comme si elles étaient prononcées de nos jours, comme si l'on y parlait de l'UE et non pas d'une mise en garde contre le «Grossdeutsche Reich» sous la curatelle prussienne, et qui se dirige de façon inéluctable vers la conquête de l'Europe, ensuite du monde, donc vers la guerre. Ces interventions parlementaires pourraient tout à fait s'appliquer au moloch européen actuel, et c'est pour cette raison que nous publions ci-dessous quelques extraits.

L'instruction que chacun qui s'oppose à l'unité allemande sous direction prussienne est un éternel nostalgique et passéiste avait été rendue publique auparavant, par exemple par *Heinrich von Treitschke*: «La Bavière est une malformation politique, inadaptée à la vie, un vrai nain avec une tête hydrocéphale, et la tâche de la Prusse est de démanteler la Bavière et de confiner la maison de Wittelsbach aux pays alpins.» (cité d'après Scharnagl, p. 20) Des sons de cloche qui ne sont pas inconnus aux citoyens du petit Etat helvétique, que ce soit les éruptions de haine de *Goebbels* ou de Hitler, ou récemment d'un certain *Steinbrück* se comportant à la manière d'un cowboy du Far West.

Députés bavarois: l'Empire allemand fera la guerre en Europe!

En 1871, une majorité de 102 députés du Parlement bavarois s'est malheureusement laissée influencer, malgré cette injonction de Treitschke, par la propagande en faveur de l'Empire fédéral allemand, et ne s'est pas opposée à la soumission de la Bavière.

Mais tout au moins 48 députés ont réalisé de façon clairvoyante où allait les menées d'un Etat centralisé construit à Berlin. Ainsi le juriste *Adolph Krätzer*, originaire du Palatinat rhénan, conseiller du tribunal d'appellation de Passau et député du district de Grafenau: «Lorsqu'on fonde un grand Empire, comme cela est prévu ici, lorsqu'on mobilise toutes les forces pour fonder un Etat que l'on a maintenant déjà appelé un ‹Etat absolutiste-monarchiste-militariste› dont on a dit à Berlin que toute vie parlementaire, toute liberté y sera abolie – nous ne pouvons pas approuver une telle construction. Où la création d'un tel Etat nous mène-t-elle? La mauvaise passion de vouloir régner sur l'Europe en est la base et cette mobilisation de toutes les forces nous amènera prochainement à la guerre.» (Cité d'après Scharnagl, p. 25) Il faut tenir compte du fait que, quand ces mots ont été prononcés à Munich, juste trois ans plus tard on a introduit en Suisse, en 1874, par le vote populaire, le droit de référendum à l'échelon de la Confédération. Pendant qu'en Allemagne la rechute dans l'absolutisme était à craindre, fondé sur le fer et sur le sang, on a atteint, au sud du Rhin, une forme de souveraineté populaire unique, et cela pas seulement en son temps. Ce droit de référendum, déjà introduit dans les cantons, a conduit à un règlement pacifique des différends. Il a eu comme conséquence de former la population, car les projets soumis au vote devaient être étudiés et discutés par tous les citoyens, alors que dans notre pays voisin, la formation d'un public critique, qui aurait pu s'opposer efficacement à la propagande de guerre, n'a pas été possible. Malgré cela, des députés tel le juriste bavarois Krätzer ont vu arriver le malheur. Ainsi Krätzer a continué dans son discours tenu devant ses collègues du Parlement: «Croyez-vous que notre peuple veuille envoyer ses fils d'une guerre à l'autre? Je crois qu'actuellement nous vivons une guerre qui a déjà créé tant de misère que c'est vraiment effroyable. Le bonheur de milliers de personnes a déjà été détruit. Aider à créer des Etats qui ont comme seul but de régner sur l'Europe – cela n'est certainement pas notre devoir.»

La Bavière, un pays vassal pour les guerres prussiennes? Non merci!

A vrai dire, l'opposition bavaroise contre l'assujettissement sous les Prussiens n'était pas dirigée contre un Etat panallemand. Krätzer et ses collègues au Parlement se sont opposés au centralisme redouté: «Ce que nous voulons, c'est un Etat qui est par nature défensif, pas offensif, un Etat qui ne cherche pas à dominer le monde.» Comment le monde aurait-il changé, si ces voix avaient pu se faire entendre davantage? Il y avait certainement des doutes similaires dans d'autres Etats allemands contre l'Etat prussien centralisé – de même qu'aujourd'hui, l'opposition contre le moloch de l'UE est certainement plus grande que l'opinion publiée dans les médias veut nous le faire croire. Krätzer poursuit: «Car c'est la paix qui apporte la prospérité, la guerre détruit la prospérité, et telle est notre perspective. Nous pouvons reconnaître que la guerre s'approche, si nous prenons en compte les traditions de la tribu, avec laquelle nous devrions nous lier, et analysons la Constitution qui nous est soumise.» (cité d'après Scharnagl, p. 26)

D'autres députés ont souligné que certes la Bavière avait participé à la guerre contre la France, mais qu'elle devrait maintenant payer la victoire avec la fin de sa souveraineté. «Où cela est-il arrivé dans l'histoire du monde?», se demande le député de Straubing, *Joseph Conrad Pfahler*, curé de Deggendorf. Et le vicaire de la cathédrale de Ratisbonne *Joseph Neumaier*, député de la circonscription de Landshut sur la même ligne: «Oui vraiment, après avoir apporté un tel soutien à la Prusse, versé tant de sang, dépensé tant d'argent, tant de millions, on veut encore nous médiatiser ou, si vous n'appréciez pas le terme, faire de nous un pays vassal?» (cité d'après Scharnagl, p. 27)

«… car le peuple n'a pas voulu la guerre.»

Comme aujourd'hui, la propagande du gouvernement central a travaillé avec l'argument «TINA», c'est-à-dire les initiales de l'expression «there is no alternative», il n'y a pas d'alternative. L'avocat *Wiesnet* a rétorqué que lui aussi voulait la cohésion nationale, «mais nous voulons la maintenir sur la base de l'égalité et non pas sur la base de la vassalité politique, comme la présente Constitution fédérale l'attend de nous.» (cité d'après Scharnagl, p. 31) Une autre intervention décrit clairement que la population, elle, ne veut jamais la guerre mais que ce sont toujours certaines élites coupées du réel qui y sont favorables. Le théologien et écrivain *Franz Mahr*, député de la circonscription de Forchheim, déclare au sujet de la guerre franco-allemande: «… car le peuple n'a pas voulu de guerre, ni de ce côté, ni de l'autre.» Puis il a continué sur un ton qu'on devrait entendre plus souvent de nos jours: «Mais le peuple bavarois est d'avis que, quand les princes et les diplomates ne savent plus freiner leur vanité blessée, leur ambition démesurée, leur avidité de pays et leur soif de conquête, ou si leur position est devenue moralement insoutenable, ils provoquent une guerre. Mais les peuples qui n'ont pas voulu la guerre doivent se massacrer et se ruiner, tandis que les auteurs criminels de guerre continuent – bien à l'abri – à vivre in dulce jubilo et à sabler le champagne.» (cité d'après

suite de la page 3

ISBN 978-3-86995-048-8

«Mali: une guerre …»
suite de la page 1

accusant Alger de complicité avec Paris dans l'affaire malienne. Une centaine de personnes sont prises en otages, mais pas seulement des Algériens et des Français. Le but est manifestement d'internationaliser le conflit en le transportant en Algérie.

La technique d'ingérence française est une reprise de celle de l'administration *Bush:* utiliser des groupes islamistes pour créer des conflits, puis intervenir et s'installer sur place sous prétexte de résoudre les conflits. C'est pourquoi la rhétorique de *François Hollande* reprend celle de «la guerre au terrorisme», pourtant abandonnée à Washington. On retrouve dans ce jeu les protagonistes habituels: le Qatar a pris des parts dans de grandes sociétés françaises installées au Mali, et l'émir d'Ansar Dine est proche de l'Arabie saoudite.

Le pyromane-pompier est aussi un apprenti sorcier. La France a décidé de renforcer son dispositif anti-terroriste, le *plan Vigipirate.* Paris ne craint pas une action des islamistes maliens sur le sol français, mais le reflux des jihadistes de Syrie. En effet, durant deux ans, la DCRI (*Direction centrale du renseignement intérieur)* a favorisé le recrutement de jeunes musulmans français pour se battre avec l'ASL contre l'Etat syrien. Du fait de la débandade de l'ASL, ces jihadistes reviennent actuellement au pays natal où ils pourraient être tentés, par solidarité avec Ansar Dine, d'utiliser les techniques terroristes qu'on leur a appris en Syrie. •

Source: *www.voltairenet.org,* 21/1/13

Autriche

Une armée fédérale orientée vers l'avenir et basée sur l'obligation générale de servir

*Société autrichienne des officiers (ÖOG)**

Selon sa mission statutaire, et en tant que «conscience en matière de politique de sécurité» de la République d'Autriche, la *Société autrichienne des officiers* (ÖOG) se réjouit de la décision prise par le peuple lors du référendum du 20 janvier 2013 et se sent – sur la base des décisions prises jusqu'à présent et des positions définies lors de l'assemblée extraordinaire des délégués de l'ÖOG du 24 novembre 2012 – renforcée dans ses revendications.

Les exigences futures envers l'armée fédérale autrichienne (Bundesheer) demandent une composante professionnelle adaptée et un plus grand nombre de troupes performantes, sur la base du principe de milice. L'essence de l'obligation générale de servir et du système de milice est définie par une formation de base relativement courte mais très intensive et des exercices périodiques.

C'est uniquement ainsi que les objectifs de montée en puissance et par conséquent l'accomplissement des missions des forces armées peuvent être garantis. Toutes les réformes doivent s'y orienter.

Les exigences principales de l'ÖOG

- Adoption de la nouvelle stratégie de sécurité par le Parlement.
- Garantir le maintien de la souveraineté de l'Etat par la prise de toutes les mesures nécessaires au niveau de la défense militaire du pays.
- Augmentation immédiate de l'Etat militaire au niveau minimum de 1% du PIB et mise à disposition de ressources financières nécessaires pour la réalisation des mesures de réformes prévues pour rendre l'armée en général et la formation militaire de base plus attrayantes.
- Quelles sont donc les missions de la Bundesheer:
  - Garantie de la mission de défense par la réalisation de la protection territoriale, de la surveillance de l'espace aérien et la garantie des engagements d'assistance.
  - Participation dans le cadre du management international des conflits et de l'aide humanitaire.
  - Contributions à la défense de l'UE.
- L'accomplissement de ces missions doit être garanti par
  - des forces disponibles de manière permanente et à courte échéance pour la surveillance de l'espace aérien, pour des opérations d'évacuations et pour l'appui des contingents à l'étranger, ainsi que pour l'appui des autorités responsables de la sécurité et pour le secours après des accidents d'ampleur extraordinaire et
  - des miliciens rapidement mobilisables, avant tout pour des missions de défense militaire du pays, de protection d'objets et d'assistance en matière de politique de sécurité, mais aussi pour l'aide en cas de catastrophes.
- L'introduction d'un nouveau droit du service militaire, qui soutient le développement du personnel, notamment par l'introduction de militaires contractuels, avec des dispositions transitoires pour les soldats qui se trouvent déjà en service, ainsi que des règles supportables sur le plan social pour le personnel en surplus.
- Rendre plus attrayant l'armée en tant qu'employeur compétent et fiable au niveau de la République à l'aide d'équipements et d'infrastructures modernes, de cours de formation continue, de perfectionnement et de formation complémentaire du personnel professionnellement préparés, ainsi qu'un salaire compétitif et conforme au marché.
- Garantie d'un service militaire de base pendant 6 mois et d'une formation des recrues dans leur fonction de service intensifs et durables.
- Réduction du nombre de recrues qui ne font que «maintenir le système» par la mise à disposition de moyens supplémentaires pour engager des soldats et des hommes pour le service civil contractuels, ainsi que l'engagement de moyens techniques ou l'attribution de missions à des prestataires civils.
- Les soldats en service de formation de base ont le devoir de contribuer à la formation correcte des soldats cadre et de garantir le fonctionnement de la Bundesheer. En outre, ils font de la publicité pour des soldats contractuels et pour les soldats de carrières.
- Les soldats en service de formation de base constituent des multiplicateurs importants pour la politique de défense et la prévoyance de sécurité en Autriche.
- Aveu clair en faveur de la milice et par conséquent de la capacité de montée en puissance de l'armée.
- Adaptation du cadre juridique pour une flexibilisation du déploiement de la milice lors des divers engagements de la Bundesheer.
- L'amélioration de l'organisation nécessaire pour les environ 23 000 soldats de milice, afin de garantir le taux de nourriture et de remplacement, la formation et la formation continue et les capacités pour les exercices.
- La réintroduction des exercices de milice qui avaient été abandonnés pour maintenir la capacité d'intervention des formations de milices. Les exercices devraient avoir lieu au moins tous les deux ans et pourraient être harmonisés avec la formation de recrues, par exemple par des formations partenaires ou des exercices simultanés de la milice avec les recrues au cours du 6e mois de formation.
- Rénovation, respectivement renouvellement selon des standards modernes des infrastructures là ou nécessaire, notamment le réaménagement des logements, des terrains de sport, des centres de soins, des ateliers, des installations pour l'entraînement et d'autres locaux nécessaires pour l'accomplissement des missions. Cette mesure sert tout autant à augmenter l'attrait des emplacements que de la Bundesheer en général.

Suite à cela, l'ÖOG exige

- *l'augmentation immédiate du budget militaire à hauteur d'au moins 1% du PIB, inclus un financement initial pour garantir la réforme,*
- *la mise en œuvre immédiate des mesures de réformes nécessaires,*
- *les conditions générales politiques et juridiques nécessaires pour mener une politique de défense et de sécurité crédible.* •

Source: *www.oeog.at*

(Traduction *Horizons et débats)*

* L'ÖOG s'engage en faveur d'une politique de sécurité et de défense nationale et se considère comme conscience du pays pour toutes les questions touchant à la sécurité, la défense et la politique militaire. Elle est porte-parole des sociétés d'officiers des divers Länder pour tout sujet qui est d'importance fondamentale pour l'Autriche. (*www.oeog.at)*

Courrier des lecteurs

L'Europe et la décision des Autrichiens concernant l'obligation de servir

«Vouloir être uniquement être humain ne suffit pas»

En tant qu'Européens d'Europe centrale, nous nous trouvons toujours encore face à la situation que plusieurs milliers de soldats américains et des équipements sont stationnés en Europe, bien que l'ennemi de l'Est ait disparu. Et quand on dit qu'aujourd'hui les menaces se présentent différemment parce que le terrorisme et le progrès technologique dans le domaine de l'homicide demandent des exigences élevées, il est totalement incompréhensible de vouloir s'incorporer dans une armée remilitarisée. Pour l'Autriche, en tant que pays neutre, c'est une menace provoquée délibérément! A cet égard, il faut faire la comparaison avec la Suisse.

Le fait historique essentiel, caché au citoyen, est par exemple: on a oublié et il n'est guère connu que l'Occident a mis délibérément en scène, en Russie, l'expérience d'abandonner le socialisme marxiste-léniniste à lui-même. Dans les années soixante-dix, l'expérience capitaliste est venue des Etats-Unis qui dit d'abandonner les marchés financiers à eux-mêmes. Les deux expériences ont servi aux plans de domination mondiale des Etats-Unis pour déstabiliser l'Europe.

Une autre ignorance est le fait que l'UE est une construction créée sous l'influence des Etats-Unis dans laquelle existe, par exemple, toujours encore la «Kanzlerakte» [dossier de chancellerie] en Allemagne. Sans l'avoir signée, aucun Allemand ne peut devenir chancelier. Le fait que tout président américain est contraint à soutenir Israël est quelque chose de semblable. Tous deux sont des faits inacceptables.

La seule décision est donc de vivre la neutralité perpétuelle consciemment en tant que citoyen et de ne pas se laisser enlever la solidarité. L'isolation des individus est un grand danger contre lequel on peut lutter avec l'obligation générale de servir. Seule une armée de milice ne peut être engagée contre ses propres citoyens.

Cependant, si l'on ouvre la voie à l'incorporation dans un bloc militaire de l'UE, des Etats-Unis ou de l'OTAN, on se décide à soutenir la domination mondiale exercée par un seul peuple. Cela signifie pour l'individu, qu'il ne peut penser que ce qui lui est permis. Son opinion doit être celui du pouvoir étatique mondial. On peut déjà ressentir cette interdiction de penser qui nous vient des Etats-Unis.

Ce n'est donc pas l'année électorale qui pose problème, mais il faut renforcer l'esprit politique des citoyens. Car vouloir être uniquement homme ne suffit pas. Le citoyen doit recevoir des informations complètes pour parvenir à des connaissances fiables. C'est uniquement en connaissant les faits historiques qu'on est capable de déceler ce que des hommes politiques irresponsables veulent cacher avec le débat entre obligation de servir et armée de métier. Celui qui se laisse corrompre son esprit, ne sortira plus des limites qui y sont associées. Mais c'est le devoir du citoyen d'en sortir. S'il ne le fait pas, le fait le plus gênant pour une démocratie va arriver, c'est-à-dire qu'il ne sera pas vraiment à la hauteur de sa tâche.

Harald Högler, Salzbourg

«Les grands Etats centralisés …»
suite de la page 2

Scharnagl, p. 33) De telles formulations nous font automatiquement penser à messieurs *Schroeder* et *Fischer* qui saluaient la mission au Kosovo avec des coupes de champagne? Qui ne voit pas, dans la foulée, des commissaires européens immoraux croyant devoir se donner une justification?

Comme les patriotes bavarois avaient raison! Hélas!

Hélas, l'histoire a donné raison aux députés bavarois à l'époque restés minoritaires. Le grand Empire allemand, mais pas à lui seul, était responsable de la Première Guerre mondiale. Bien sûr, aussi l'Empire britannique mû par sa soif de pétrole.

Aujourd'hui, il serait souhaitable que les Bavarois renouent avec leur fière histoire d'Etat indépendant de plus de 1000 ans, pour redevenir «le maître souverain dans l'auberge au Lion bavarois», comme *Wilhelm Hoegner* l'avait formulé. Hoegner, qui rentra en Bavière de l'après-guerre en tant que social-démocrate après son exil en Suisse, y remplit le poste de Premier ministre en rapportant dans ses bagages les souvenirs tout frais des processus de démocratie directe des Confédérés.

L'exemple de la Bavière montre ce qui pourrait aussi arriver à la Suisse – être exposé à un étau double: d'une part, par la capitale de l'Etat-nation se comportant de manière toujours plus centraliste, et d'autre part, par un Bruxelles encore plus centraliste.

L'AELE en faveur d'une Europe des nations – aussi pour les petites nations comme la Bavière

L'injonction de *van Rompuy* est encore dans toutes les oreilles: les Parlements des Etats membres de l'UE doivent transférer toutes leurs compétences à Bruxelles. Que les Parlements de certains membres de ces pays de l'UE, telle la Bavière, seront complètement privés de leurs droits, n'en est que la conséquence logique. On ne peut que se demander comment les citoyens de la Bavière, mais aussi ceux de l'Ecosse, de la Catalogne, le peuple basque et beaucoup d'autres vont réagir face à Bruxelles à l'avenir. Certainement pas dans le sens des Verts européens sous *Cohn-Bendit,* qui exigent une Europe des régions – mais avec le but ouvertement déclaré de détruire les Etats-nations, afin de pouvoir livrer ces petites pièces directement dans la gueule de l'hydre de Bruxelles – sans la protection d'un niveau intermédiaire.

Si l'une ou l'autre entité devait quitter l'UE, et peut-être son propre Etat géré de façon centralisée, ces nouveaux petits et moyens pays seraient accueillis dans une union d'Etats qui, il y a quelque temps encore, était numériquement paire à l'UE et qui l'est encore dans sa conception, et même supérieure à l'UE, car cette union respecte la souveraineté des patries européennes: l'AELE est l'union des Etats qui pratique le commerce d'égal à égal en bons termes – sans être broyée dans la pâture de l'UE. La Suisse en tant que membre de l'AELE fait aujourd'hui déjà une bonne partie de son commerce extérieur avec, par exemple, la Bavière. Ce commerce bilatéral serait encore plus florissant, mais aussi celui entre tous les pays de l'Europe des nations, quand les oligarques financiers avides qui se cachent derrière Bruxelles ne seront plus impliqués – parce que les peuples en Europe ne le veulent plus! •

Bibliographie:

Wilfried Scharnagl. *Bayern kann es auch allein. Plädoyer für den eigenen Staat.* Köln 2012. ISBN 978-3-86995-048-8.

«Non, la guerre ce n'est pas la France»

par Dominique de Villepin, ancien Premier ministre de la France

Dominique de Villepin
(photo wikimedia/Georges Seguin)

Le Mali, pays ami, s'effondre. Les djihadistes avancent vers le sud, l'urgence est là.

Mais ne cédons pas au réflexe de la guerre pour la guerre. L'unanimisme des va-t-en-guerre, la précipitation apparente, le déjà-vu des arguments de la «guerre contre le terrorisme» m'inquiètent. Ce n'est pas la France. Tirons les leçons de la décennie des guerres perdues, en Afghanistan, en Irak, en Libye.

Jamais ces guerres n'ont bâti un Etat solide et démocratique. Au contraire, elles favorisent les séparatismes, les Etats faillis, la loi d'airain des milices armées.

Jamais ces guerres n'ont permis de venir à bout de terroristes essaimant dans la région. Au contraire, elles légitiment les plus radicaux.

Jamais ces guerres n'ont permis la paix régionale. Au contraire, l'intervention occidentale permet à chacun de se défausser de ses responsabilités.

Pire encore, ces guerres sont un engrenage. Chacune crée les conditions de la suivante. Elles sont les batailles d'une seule et même guerre qui fait tache d'huile, de l'Irak vers la Libye et la Syrie, de la Libye vers le Mali en inondant le Sahara d'armes de contrebande. Il faut en finir.

Au Mali, aucune des conditions de la réussite n'est réunie.

Nous nous battrons à l'aveuglette, faute de but de guerre. Arrêter la progression des djihadistes vers le sud, reconquérir le nord du pays, éradiquer les bases d'*Al-Qaida au Magreb islamique* (AQMI) sont autant de guerres différentes.

Nous nous battrons seuls, faute de partenaire malien solide. Eviction du président en mars et du premier ministre en décembre, effondrement d'une armée malienne divisée, défaillance générale de l'Etat, sur qui nous appuierons-nous?

Nous nous battrons dans le vide, faute d'appui régional solide. La Communauté des Etats de l'Afrique Occidentale reste en arrière de la main et l'Algérie a marqué ses réticences.

Un processus politique est seul capable d'amener la paix au Mali.

Il faut une dynamique nationale pour reconstruire l'Etat malien. Misons sur l'union nationale, les pressions sur la junte militaire et un processus de garanties démocratiques et de l'Etat de droit à travers des politiques de coopération fortes.

Il faut aussi une dynamique régionale, en mobilisant l'acteur central qu'est l'Algérie et la *Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (*CEDEAO) en faveur d'un plan de stabilisation du Sahel.

Il faut enfin une dynamique politique pour négocier en isolant les islamistes, en ralliant les Touareg à une solution raisonnable.

Comment le virus néoconservateur a-t-il pu gagner ainsi tous les esprits? Non, la guerre ce n'est pas la France. Il est temps d'en finir avec une décennie de guerres perdues. Il y a dix ans, presque jour pour jour, nous étions réunis à l'ONU pour intensifier la lutte contre le terrorisme. Deux mois plus tard commençait l'intervention en Irak. Je n'ai depuis jamais cessé de m'engager pour la résolution politique des crises et contre le cercle vicieux de la force. Aujourd'hui notre pays peut ouvrir la voie pour sortir de l'impasse guerrière, si elle invente un nouveau modèle d'engagement, fondé sur les réalités de l'histoire, sur les aspirations des peuples et le respect des identités. Telle est la responsabilité de la France devant l'histoire. •

Source: *Le Journal du Dimanche* du 12/1/13
www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Villepin-Non-la-guerre-ce-n-est-pas-la-France-585627

L'Allemagne, champion du monde en exportations – mais sa population s'appauvrit

L'Allemagne passe pour le pays le plus riche de l'UE, son gouvernement vise la direction de l'UE. L'Allemagne est un payeur net de l'UE, ce qui signifie que le pays paie la plus grande part dans le plan de sauvetage MES. Mais qui paie en réalité? Les élites allemandes? Les banques allemandes? Les contribuables allemands?

mb. Le *Paritätische Gesamtverband* [Association générale de parité] agite la sonnette d'alarme: plus de 15% de la population allemande est menacée de tomber dans la pauvreté. C'est-à-dire qu'un grand nombre de personnes sont menacées de précarité dans un des pays les plus riches de ce monde et cela, alors même que le nombre de chômeurs a diminué et que l'économie est en croissance dans ce pays champion du monde de l'exportation. L'association constate qu'il n'y a «plus de liens positifs entre le développement de l'économie et celui de la pauvreté». «La croissance a augmenté, l'année dernière, de 3,9% – le taux de pauvreté de 4,1%».[1]

A quoi attribuer cela? Nombreux sont ceux qui ne gagnent pas assez par leur travail pour entretenir leur famille. L'association y voit «le signe évident de salaires bas et de relations d'emploi précaires». Le bas taux de chômage apparaissant dans les statistiques relèverait «d'une américanisation du marché du travail». Les gens sont pauvres alors même qu'ils ont un emploi, on les appelle en anglais «working poor». Dans *Horizons et débats* n° 1/2 du 14/1/13 il a déjà été évoqué que le fait de l'appauvrissement de la population est en relation avec le fait que, profitant de la crise, on diminue les salaires, transforme les emplois sûrs et de longue durée en emplois à temps partiel ou en travail intérimaire. Le droit du travail est gommé.[2] La publication «Münchner Merkur» qualifie cela même «d'esclavage par travail intérimaire» et «d'exploiteurs qui affament leurs employés avec des salaires de misère».[3] Certes on gagne de l'argent, mais ce ne sont ni les ouvriers ni les employés. La classe moyenne n'en profite pas non plus, elle risque de disparaitre alors que c'est le plus grand employeur et donc un socle de la société. Le «Kölner Stadt-Anzeiger» estime «que la classe moyenne, pourtant dotée confortablement, diminue. Les possibilités de progresser ont diminué. Un certain nombre de grosses fortunes continuent de progresser, mais en même temps le nombre des personnes menacées de précarité s'accroît. L'écart ne cesse de s'agrandir».[4] Où donc se trouve l'argent que la population allemande produit par son travail assidu? Le directeur général du *Paritätischer Gesamtverband, Ulrich Schneider,* cite la ministre Mme *von der Leyen* qui a déclaré «qu'il y a, en Allemagne, une concentration de fortune dans les mains de quelques-uns qui frise l'obscénité».[5]

L'Association estime qu'il faut un programme immédiat de plusieurs milliards. Il faut introduire un salaire minimum, les tarifs standard de *Hartz IV,* ainsi que les indemnités de logement doivent être augmentés. Les coûts d'un tel programme: «pour commencer entre 10 et 20 milliards d'euros».[6] L'Association ne se trouve pas seule à exprimer de telles revendications. Habituellement et face à un tel développement on entend des voix réclamant un revenu de base, ou plus d'aide sociale etc. Et qui paiera? Les communes et les Länder.

L'endettement des communes et des Länder atteint des sommets

En effet, la situation financière des communes et des provinces en Allemagne est dramatique. «Malgré des recettes fiscales plus élevées, les dettes publiques en Allemagne ont atteint de nouveaux records. La dette totale de l'Etat fédéral, des Länder et des communes a atteint au premier trimestre 2012 la somme de 2082 milliards d'euros – c'est-à-dire 3% ou 61,3 milliards d'euros de plus que pour la même période de l'année précédente.»[7] Depuis plusieurs années les communes ne sont plus en état d'entretenir suffisamment les écoles et les routes, sans parler de rénovations totales. Des piscines et des bibliothèques sont fermées, on n'engage plus de personnel. Les autorités et les offices réduisent leurs services à la population ou les font payer à prix fort. «Selon la firme de conseils *Ernst & Young* le tiers des communes ne peut plus rembourser ses dettes.»[8]

L'Association allemande des villes et des communes (*Deutsche Städte- und Gemeindebund* [DStGB]) estimait déjà en 2010 que les pertes atteignaient onze milliards d'euros et lançait l'avertissement «que les communes se trouvaient dans la pire crise financière depuis la fondation de la République fédérale allemande».[9] *Roland Schäfer,* président du DStGB avait alors déjà lancé un cri d'alarme en déclarant que «la confiance des citoyens dans la démocratie locale se trouvait remise en cause.» Les communes doivent aujourd'hui déjà consacrer l'essentiel de leurs revenus à l'aide sociale. Vu l'énorme endettement des communes on ne peut pas s'attendre à plus. Plutôt à moins, puisque une bonne partie des entrées fiscales est consacrée à payer les intérêts.

C'est ainsi que la situation d'endettement et d'appauvrissement tant des privés que des communes et des Länder est catastrophique – sans pouvoir s'attendre à une amélioration. Et pourtant – qu'on nous permette de reposer la question – où se trouve donc l'argent dégagé?

MES – Le monstre européen d'endettement

D'un côté, bien sûr, chez les super riches, les profiteurs placés au sommet de l'économie, les spéculateurs et les banques, qui ne cessent de s'enrichir. Mais, et c'est ainsi que la boucle est bouclée, une énorme part de la fortune gagnée par la population aboutit dans le MES (Mécanisme européen de stabilité), dénommé par euphémisme «plan de sauvetage». Même le quotidien allemand «Die Welt», dont on sait qu'il n'est guère critique envers le gouvernement, écrit: «Ce seront avant tout les versements de l'Allemagne pour ce plan de sauvetage permanent qu'est le MES qui accroîtront massivement l'endettement. Selon le jugement de la Cour constitutionnelle allemande le gouvernement fédéral devra verser cette année deux des cinq tranches à 4,34 milliards d'euros, soit un total de 8,68 milliards que le gouvernement devra trouver.»[10] Mais où? Sinon, finalement, auprès de la population qui paie au travers de son indépendance, perdant ainsi sa souveraineté. Et qui, ce «plan de sauvetage», devra-t-il «sauver»? A coup sûr ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Espagne qui sont aussi massivement surendettés. Leurs populations ne verront pas l'ombre d'un euro, mais seront eux-mêmes contraintes d'abandonner tous les acquis de leur Etat social: la santé publique, l'enseignement, la sécurité sociale, le droit du travail. Eux aussi sont dans la presse à citron. Donc, qui touche cet argent? Ce sont les banques et les spéculateurs, qui ont entraîné les pays dans le piège de l'endettement au moyen de crédits trop fournis, mais aussi par des ventes de biens (p. ex. des armes pour la Grèce), d'infrastructures extravagantes, d'appartements dont personne n'a besoin comme en Espagne etc. Dans ce contexte, il vaut la peine de relire «Les confessions d'un assassin financier» de *John Perkins,* ou «La globalisation de la pauvreté» de *Michel Chossudovsky* ou encore «La stratégie du choc – la montée d'un capitalisme du désastre» de *Naomi Klein*. Actuellement, il en va de nous, nations européennes, comme des pays du tiers monde qui furent précipités dans le piège de l'endettement, pour ensuite être privés de leur souveraineté. Toutefois, nos populations peuvent encore y mettre un terme. Si nous ne le voulons pas, ces manœuvres ne peuvent être appliquées.

Nous voulons récupérer notre souveraineté et notre économie nationale

Selon l'*Association générale de parité,* la pauvreté est particulièrement étendue dans le bassin de la Ruhr, cette ancienne région industrielle qui fut la plus peuplée d'Allemagne. A Duisbourg ce sont par exemple 21,5% de la population qui sont frappés de pauvreté. C'est un cinquième de tous les citoyens! Selon Schneider, le président de l'Association, «il pourrait s'y développer les mêmes mouvements de révolte que récemment à Paris et à Londres. ‹Si ce chaudron de 5 millions d'habitants se met à bouillir, il sera très difficile de le refroidir.›» – On ne doit pas en arriver là. Les révoltes signifient des blessés et des morts, du sang et de la misère, le chaos et les destructions – et à la fin? Qui prendra le pouvoir?

Nous avons d'autres possibilités. Nous devons sortir du MES, retrouver notre souveraineté et refuser de payer davantage, à l'encontre de ce qu'a récemment exigé *Schäuble* dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». Nous devons nous tourner à nouveau vers notre pays, vers notre économie nationale, pour le bien de la population. N'y a-t-il pas eu, chez nous, une économie sociale de marché? Un capitalisme rhénan? Il y a de quoi renouer des liens.

Il est évident que la Suisse ferait bien de ne pas verser d'argent à un tel monstre – pour quoi faire? A qui cela servirait-il? Il est exclu de céder sa souveraineté à cette hydre que représente l'UE, de se soumettre au droit européen. Une telle idée, qui semble hypnotiser *Eveline Widmer-Schlumpf,* est le summum de l'absurdité. Mais on peut être assuré que la population suisse saura empêcher une chose pareille. •

1 *Süddeutsche Zeitung* du 20/12/12
2 «Une politique européenne dominée par l'Allemagne, exigeant tant de sacrifices, doit être corrigée» *Horizons et débats* n° 1/2 du 14/1/13
3 *Münchner Merkur,* cit. d'après *n-tv* du 20/12/12
4 *Kölner Stadt-Anzeiger,* cit. d'après *n-tv* du 20/12/12
5 *Der Paritätische Gesamtverband.* Communiqué de presse du 28/11/12
6 *Süddeutsche Zeitung* du 20/12/12
7 *Financial Times Deutschland* du 11/10/12
8 *Spiegel online,* 1/11/12
9 *Spiegel online,* 28/12/10
10 *Die Welt* du 13/9/12

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

L'UE en 2013: en faillite économique, elle se mue en dictature politique

par Karl Müller

Voici les chiffres officiels: fin 2008, le déficit total de tous les Etats de l'UE a atteint 7,8 billions, fin 2009: 8,9 billions, fin 2010: 9,6 billions et fin 2011: 10,3 billions d'euros. Cela correspond à un pourcentage du produit intérieur brut (PIB) total de tous les Etats de l'UE, en 2008: 62,5%, en 2009: 74,8%, en 2010: 80,0% et en 2011: 82,5%. Pour les 17 Etats de la zone euro, les chiffres sont encore pires. (A titre d'exemple: le quotient des dettes publiques – c'est-à-dire le pourcentage des dettes publiques comparées au PIB – de la Suisse se montait à fin 2011 à 52%, alors qu'une année auparavant, elle était encore de 55% et qu'en 2012 elle a continuer à baisser à 51%).

Seul l'avenir dira qui doit rembourser ces sommes colossales et comment cela pourra se faire. Les plans dits de sauvetage («aide à la Grèce», FESF, MES, crédits ciblés, achats d'emprunts par la BCE etc.) sont destinés à faire croire aux citoyens des Etats de l'UE qu'on peut résoudre le problème de la dette par une redistribution entre les Etats «riches» et les Etats «pauvres» au sein de l'UE. Mais si on y regarde de plus près, tous ces plans de sauvetage ne conduisent précisément pas à une redistribution entre Etats, mais à une redistribution entre tous les Etats, au détriment des contribuables et au profit d'un cercle choisi du grand capital.

L'espoir que quelques pays, parmi lesquels avant tout l'Allemagne, seraient seuls capables de se charger de tout ça, est une pure illusion. Au sein de l'UE, 20% de toutes les dettes publiques reviennent à l'Allemagne seule, en 2011 c'étaient 2,1 billions d'euros que la République fédérale, les Länder et les communes devaient à des bailleurs de fonds quelconques. La vérité, c'est qu'en Allemagne les capitaux en mains privées atteignent à peu près le double. Et s'il s'agissait de procéder vraiment et honnêtement à un nouveau départ, il serait peut-être même possible d'amortir les dettes, avec l'aide des citoyens, là où c'est sensé et juste. En effet, les citoyens sont toujours prêts à contribuer au bien commun. Mais de nos jours, chacun sait que dans ces actions de redistribution planifiées, il ne s'agit pas du bien commun. Il n'est pas possible de faire admettre qu'il faut donner encore plus d'argent à ceux qui en ont déjà à profusion.

C'est probablement la raison pour laquelle ni l'UE, ni les élites actuellement au pouvoir dans les Etats de l'UE, ne misent sur la liberté et la raison – parce qu'elles savent à l'évidence que l'homme qui raisonne librement voit clair dans le double jeu – mais sur le mensonge et la contrainte. On nous raconte la fable de l'«harmonisation», la «rationalisation», la «centralisation», indispensables au sein de l'UE. Tout ceci est sensé être indispensable dans le monde globalisé du XXIe siècle, dans lequel les Etats nationaux souverains, par la multiplicité de leurs moyens propres, ne se seraient pas seulement dépassés, mais qu'ils perturberaient tout simplement la solution des problèmes de l'humanité. C'est ce qu'en substance *Manuel Barroso*, le président de la Commission européenne, a dit le 10 janvier à Dublin. Et on oblige les citoyens

- à renoncer à une prévoyance publique correspondant à la dignité humaine – par un assèchement des finances publiques des entités communales,
- à renoncer à un salaire juste et à une participation à la création de valeur – par une idéologie de la «concurrence entre les sites économiques» (cf. *Horizons et débats* n° 1/2 du 14/1/13),
- à renoncer à la liberté selon la dignité humaine au droit et à la démocratie – en passant par une UE qui s'attribue de plus en plus de compétences et au sujet de laquelle même le Tribunal constitutionnel suprême allemand a jugé qu'il y avait là, tout à fait manifestement, un «déficit démocratique».

Le principe que les Etats de l'UE sont les «maîtres des traités» est toujours valable. Les Etats de l'UE pourraient toujours modifier les traités européens, ils pourraient même dissoudre l'Union européenne s'ils le voulaient, et renvoyer les fonctionnaires de toutes les institutions européennes et tous les commissaires etc. à la maison. La dictature de l'UE peut encore être empêchée, dans le cadre des normes juridiques en vigueur.

Mais ça aussi, on essaie de le changer à présent. Le 5 décembre 2012, le président du Conseil européen *Herman van Rompuy* a présenté un document («Towards a genuine economic and monetary Union»), selon lequel – à son goût – les éléments constitutifs de la souveraineté nationale devraient être démantelés. Il en va ainsi du droit du budget subsistant surtout dans les droits souverains de Parlements encore partiellement en fonction.

«L'UE veut mettre à profit la crise actuelle pour réformer le parlementarisme européen. Il est possible que les Parlements nationaux servent aux Etats, pour l'UE, ils sont plutôt agaçants. C'est la raison pour laquelle la Commission européenne veut qu'à l'avenir toutes les décisions budgétaires importantes ne soient plus prises par les Etats, mais par le Parlement européen.» C'est ce que les «Deutsche Wirtschafts Nachrichten» ont écrit le 7 décembre 2012. On y lit encore: «A l'avenir, l'UE aimerait avoir un mot important à dire quand ils s'agit des budgets nationaux. En particulier, van Rompuy aimerait décider quels sont les Etats qui doivent procéder à des réformes. La Commission européenne prévoit donc que chaque Etat doit signer un accord contraignant par lequel il s'oblige à certaines prescriptions. Mais van Rompuy ne voudrait pas démanteler tout à fait les Parlements nationaux tout seul: ils devraient accepter leur dissolution en signant formellement un accord d'auto-liquidation. Dans ce sens, les cérémonies béni-oui-oui du MES peuvent être considérées comme un premier galop d'essai couronné de succès. Ici, le Bundestag allemand s'est déjà qualifié pour faire partie de la nouvelle Ligue européenne politico-démocratique.» Exactement comme le Reichstag allemand avec la loi sur les pleins pouvoirs en mars 1933. A l'époque, le Parlement allemand, le Reichstag, a autorisé le gouvernement de *Hitler* de promulguer des lois sans approbation du Reichstag, et, ce faisant, il a détruit la séparation des pouvoirs. Ensuite, tout est allé très vite: en six années, le nouvel Etat centralisé de Berlin a entraîné le monde dans la guerre. D'abord, on a mis au pas les Länder, une mise au pas exécutée de haut en bas: les Parlements des Länder ont été éliminés, les Länder gouvernés de façon centralisée par des préfets du Reich, les communes par des maires sans Conseil communal. Puis on a rompu de façon continuelle les dispositions du Traité de paix de Versailles. Puis le plan secret quatriennal qui devait préparer à la guerre l'économie allemande. La répétition générale en Espagne, l'attaque aérienne sur Guernica. Munich en 1938. Les conséquences sont connues. Des déroulements qui auraient dû être évités, sur différents points, évidemment aussi par l'étranger. Mais très certainement par l'intérieur: là encore s'est confirmé de façon effrayante ce que les députés bavarois avaient prédit lors du débat mémorable de 1871 (cf. éditorial p. 1sq.). Des grandes formations, des Etats centralisés qui foulent aux pieds une organisation d'Etat fédéraliste, chercheront à soumettre l'Europe entière après avoir asservi leurs propres compatriotes. Puis, le monde.

Le monde n'apprend donc rien du tout? Est-ce que personne n'a le souffle coupé quand de nos jours l'UE se glorifie de remettre en état l'économie grâce au réarmement? Et quand le monstre de Bruxelles pratique depuis 2010 la méthode, prônée par *Jean Monnet*, de mettre à profit une crise pour continuer à diminuer la souveraineté des Etats nationaux et de faire de nouveaux pas en direction d'une dictature de l'UE?

Mais les dirigeants de l'UE ne veulent pas seulement dicter aux citoyens et aux Etats membres de l'UE ce qu'ils ont à faire. C'est illustré par les réactions actuelles venant de l'UE aux plans du nouveau gouvernement japonais de reconstruire, à l'aide de dépenses d'Etat plus élevés, l'infrastructure exsangue du pays et de relancer ainsi l'économie du pays faiblissante depuis des années. Le ministre allemand de l'économie a réagi par un accès de colère et a maudit les plans de ce pays asiatique. Qu'est-ce que c'est ça? «Le genre allemand guérira le monde», disait-on en Allemagne, quand le pays était gouverné par le Kaiser qui désirait s'étendre impérialement. De nos jours, plus aucun pays n'acceptera que l'UE essaie abusivement de dicter au monde la voie à suivre en matière politique, économique et culturelle. Et c'est bien ainsi. •

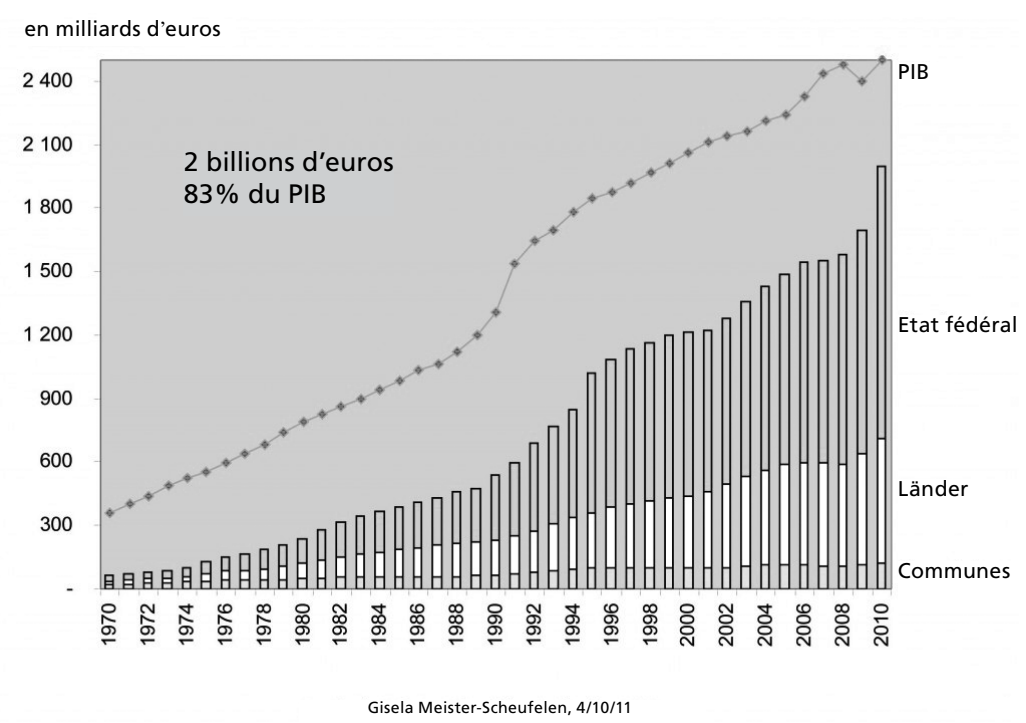
«Pour moi, c'est clair: en Europe, nous sommes allés trop loin. Nous sommes dans une impasse, il n'est pas possible de continuer ainsi. Dans une impasse, il n'y a qu'un moyen de sortir: rebrousser chemin.»

Vaclav Klaus dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 24/1/13

Dettes publiques des pays membres de l'Union européenne au 2e trimestre 2012
(en milliards d'euros)

Allemagne	2169,35
Italie	1982,24
France	1832,60
Grande-Bretagne	1633,93
Espagne	804,62
Pays-Bas	411,17
Belgique	382,92
Grèce	300,81
Autriche	228,92
Pologne	209,88
Portugal	198,14
Irlande	179,72
Suède	150,70
Danemark	112,66
Finlande	99,64
Hongrie	77,04
République tchèque	65,45
Roumanie	47,20
Slovaquie	35,31
Slovénie	17,33
Chypre	14,94
Lituanie	12,79
Lettonie	9,18
Luxembourg	9,15
Bulgarie	6,33
Malte	5,01
Estonie	1,20

Source: http://de.statista.com/statistik/daten/studie/198377/umfrage/staatsverschuldung-in-der-europaeischen-union/ du 19/1/13



Gisela Meister-Scheufelen, 4/10/11

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros (50 numéros)
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros (25 numéros)
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros au prix de 10.– frs / 7.– euros.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Je ne recherche pas la majorité au sein de l'UE ou de ses structures. C'est une réflexion erronée. Non, je recherche la majorité en Europe. Je ne dis pas cela de manière prétentieuse, mais dans le sens qu'en politique, la majorité de la population doit être mise en valeur. En réalité, il y a aujourd'hui déjà une telle majorité en Europe, mais les gens ont des difficultés à s'organiser. Je répète: une majorité à Bruxelles n'est pas la même chose qu'une majorité au sein des populations.»

Vaclav Klaus dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 24/1/13

L'attaque contre la démocratie lancée par l'UE et les élites financières

De la démocratie majoritaire nationale à l'impérialisme financier des élites financières transnationales

Eberhard Hamer, juriste et professeur d'économie

En Europe, jusqu'au début du XXe siècle, nous avions des monarchies qui règnaient hiérarchiquement. Les nobles qui leur devaient hommage et appui, pour leurs terres, avaient des privilèges économiques et sociaux (le droit de devenir officier) face au Tiers Etat (bourgeois, paysans, ouvriers). Ce fut l'époque du féodalisme.

Non seulement ils avaient été coupables de la Grande Guerre, mais aussi ces nobles féodaux et ces monarchies n'y ont pas survécu. L'effondrement de ce système hiérarchique fit place à une société démocratique majoritaire au suffrage universel. Au lieu d'élites héréditaires à durée indéterminée, régnaient alors des élites fonctionnelles, technocrates à durée déterminée, qui devaient être réélues constamment et qui ne s'orientaient donc pas, par principe, vers le haut de la société, mais vers le bas. La démocratie tire sa légitimité de la majorité de la population qui peut exprimer sa volonté par le droit au suffrage universel, à la différence des systèmes antérieurs tirant leur légitimité du droit divin (de la grâce de Dieu) et qui exerçaient par conséquent le pouvoir central de haut en bas.

Les démocraties ne sont pourtant pas à l'abri d'idéologies extrêmes, comme nous l'ont montré l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie dans les années 20 et 30. Comment *Hitler* a réussi à légitimer son pouvoir par les voies légales, pour lui et sa troupe, doit être l'objet d'une autre analyse dépassant le cadre de ces considérations-ci. La Seconde Guerre mondiale a éliminé ces dictatures et déclenché une nouvelle vague de démocraties en Europe.

Souvent déjà, les historiens nous ont prévenus qu'au cours de l'histoire, de bons débuts démocratiques avaient été souvent des situations d'exception passagères. Au cours des siècles, le régime d'un monarque ou d'un dirigeant, ou d'une oligarchie détenant le pouvoir hiérarchique de haut en bas, étaient plus communs que le système contraire d'une légitimité démocratique du pouvoir de bas en haut. De toute évidence, la démocratie, tout comme d'autres formes politiques, est un système hégémonique qui ne possède pas automatiquement – quasiment sui generis – la force de résister aux attaques lancées par les élites puissantes et en particulier les élites financières.

La démocratie menée à la ruine par l'UE

Aujourd'hui, beaucoup de juristes en droit constitutionnel se demandent ce que vaut encore notre démocratie nationale, étant donné que

- dans le Traité de Lisbonne, la nationalité des 27 Etats membres est explicitement remplacée par l'«Europe» et par une citoyenneté européenne,
- d'après la recherche du juriste en droit constitutionnel et ancien président de la République fédérale d'Allemagne, *Herzog*, 84% de toutes les réglementations allemandes ne sont plus votées par le Parlement allemand même, mais imposées sous forme de directives ou d'instructions par la Commission européenne. Les Parlements nationaux des Etats-membres ne font que les appliquer, sans commentaire, sans pouvoir les modifier, ce qui veut dire qu'ils doivent obéir à la Commission.
- Les régulateurs centraux européens ne réglementent pas seulement les affaires fondamentales de l'Europe mais tout jusque dans les moindres détails, de la courbure du concombre à la lampe, de l'isolation thermique à la possiblité du service militaire pour les femmes. Depuis longtemps, la compétence législative a été centralisée en la transférant des Parlements nationaux à la Commission européenne de Bruxelles. Ce n'est donc plus le citoyen qui décide mais la «commission politique» bruxelloise.
- La centralisation de la compétence législative dans les mains de la Commission signifie en même temps que ce ne sont plus les députés élus qui représentent le peuple dans l'acte de la législation. Les commissaires politiques de la Commission européenne ne sont pas des représentants élus par le peuple, ils ne sont pas non plus obligés de rendre des comptes au pseudoparlement européen, mais seulement proposés et nommés par les gouvernements des pays membres. Ils n'ont qu'à rendre des comptes au président de la Commission et à personne d'autre. La Commission européenne est de facto un politburo d'après le modèle socialiste, une centrale toute-puissante se composant de commissaires politiques non obligés à rendre des comptes au peuple et dont les décisions autocratiques représentent le droit obligatoire et supérieur pour les pseudodémocraties subordonnées des pays membres.

«Considérant la réalité non publiée de la crise financière européenne, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas du sauvetage de quelques pays membres européens, ni de l'euro ni de l'Europe, mais de sauvegarder les crédits d'une poignée de banques internationales se livrant à la spéculation dans des pays surendettés, de «sauver» ces banques des pertes d'amortissement partiel ou plutôt la dévaluation du système monétaire mondial du dollar.»

Juncker: Tout juste essayer jusqu'où l'on peut aller

Par la centralisation de plus en plus de droits souverains des Etats-nations au sein du politburo européen, par le démontage des nations en faveur d'une suprématie européenne et par le transfert de plus en plus de fonctions étatiques aux institutions européennes comme par exemple la nouvelle administration sous Mme *Ashton,* Haut commissaire de l'UE pour les Affaires étrangères, avec 7000 fonctionnaires, *Euroforce,* la Cour de justice comme cour suprême ou l'Union bancaire européennes (à la charge des banques allemandes saines) et l'union fiscale (souveraineté financière du politburo européen au lieu de celle des différents pays), on effectue un démontage systématique de nos démocraties nationales vers la centralisation de tous les droits au sein du politburo européen. Nous avons par conséquent, dans les pays membres européens, déjà bien plus d'ingérence par la dictature européenne que d'autodétermination démocratique. Que ce démontage de la démocratie et cette centralisation européenne sont effectués systématiquement et par préméditation, le fonctionnaire européen *Juncker* l'a admis: «Nous décidons quelque chose, le mettons sur le tapis, puis nous attendons un certain temps pour voir ce qui arrive. S'il n'y a pas de grande clameur et pas d'émeutes, parce que la plupart des gens n'ont pas compris ce qu'on avait décidé, alors on continue – pas à pas, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de retour en arrière possible.» C'est ainsi que se passe le démontage des démocraties européennes et la prise de pouvoir par le politburo bruxellois.

La centralisation européenne par le biais du démantèlement de la démocratie dans les pays membres n'est pas seulement née de l'intérêt égoiste d'élargir le pouvoir du politburo bruxellois; la crise financière démontre de facon évidente qu'il y a, au-delà des acteurs de Bruxelles, un pouvoir encore plus puissant à l'œuvre qui a réussi à contraindre les Etats européens et toute l'Europe à prendre en charge les dettes – accumulées par les banques internationales ayant perdu beaucoup d'argent à la Bourse (soit la prise en charge de dettes privées étrangères).

A l'arrière-plan: la dictature financière

Considérant la réalité non publiée de la crise financière européenne, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas du sauvetage de quelques pays membres européens, ni de l'euro ni de l'Europe, mais de sauvegarder les crédits d'une poignée de banques internationales se livrant à la spéculation dans des pays surendettés, de «sauver» ces banques des pertes d'amortissement pour en empêcher l'effondrement partiel ou plutôt la dévaluation du système monétaire mondial du dollar.

- Ce n'est pas par hasard que les premières agences mondiales de notation financière appartenant aux deux clans financiers internationaux les plus puissants, *Rothschild* et *Rockefeller*, ont toujours dévalué des banques ou des pays de l'espace euro quand le dollar s'affaiblissait et que l'afflux nécessaire de 400 milliards de dollars, arrivant de l'étranger, pour le financement de la grande puissance américaine risquait de se tarir. Sans cet approvisionnement, les Etats-Unis seraient insolvables et le dollar serait mûr pour la dévaluation, l'empire du dollar des premières banques internationales, régnant sur le dollar, serait en danger.
- Ce n'est pas par hasard non plus que les acteurs décisifs de la crise sont d'anciens «Bankster» (jeu de mots se composant des deux termes «banque et gangster») de la banque malfamée *Goldman-Sachs,* ayant tiré les ficelles de falsifications permettant à la Grèce l'entrée dans l'UE: *Draghi*, *Monti*, *Sarkozy*, *Lagarde*, *Juncker* et d'autres. On peut donc présumer pour le moins «un comportement concerté» de cette bande de Bankster dans cette crise de l'euro.
- Déjà, lors de la faillite de *Lehmann*, un ancien directeur de *Goldmann-Sachs* et secrétaire du trésor américain en fonction (*Paulson*), avait imposé que les banques appartenant aux clans financiers devraient être sauvées – «sans alternative» par l'argent des contribuables. C'est ce que le gouvernement américain a exigé ensuite également de Mme *Merkel* et de l'Europe – «sans alternative» – car, nous sommes, comme M. *Schäuble* l'avoue, un pays toujours pas souverain mais occupé.

«Si le dollar n'était plus accepté comme monnaie internationale dominante pour les matières premières, le château de cartes de l'impérialisme du dollar des Etats-Unis s'effondrerait, l'aristocratie de la haute finance perdrait la base de son pouvoir, n'arriverait plus à dominer le monde, les peuples et les marchés financiers en imprimant des dollars.»

- Le dollar domine l'économie financière du monde entier à plus de 70%. La *Federal Reserve Bank* (FED), dominée par les clans de la haute finance américaine, est la banque d'émission, soumise entièrement aux deux clans financiers, ayant le droit d'imprimer, à volonté, des billets à valeur mondiale, et qui a multiplié par quarante la quantité de dollars lors des 40 dernières années. C'est pourquoi, chaque fois qu'un pays ne voulait plus vendre ses matières premières en échange de ce papier-monnaie, ses dirigeants, jusqu'alors amis des USA, étaient déclarés subitement terroristes qu'il fallait éliminer – par exemple *Saddam Hussein* en Irak, *Kadhafi* en Libye, *Ahmadinejad* en Iran, *Poutine* en Russie. Si le dollar n'était plus accepté comme monnaie internationale dominante pour les matières premières, le château de cartes de l'impérialisme du dollar des Etats-Unis s'effondrerait, l'aristocratie de la haute finance perdrait la base de son pouvoir et n'arriverait plus à dominer le monde, les peuples et les marchés financiers en imprimant des dollars.

Le dollar, des crédits et des dettes comme pierre angulaire décisive de l'hégémonie financière

En réalité, le dollar, les crédits et les dettes sont les pierres angulaires décisives d'une hégémonie financière, dont les dirigeants font partie d'une aristocratie financière sous le leadership de quelques douzaines de familles, dont les deux clans financiers *Rothschild* et *Rockefeller* comme force décisive.

John Perkins décrit, comme lui-même et ses agents d'élite de la Banque mondiale, du FMI et de l'«Agency for International Development» (USAID) américaine ont imposé des crédits excessifs à travers des expertises même fausses, aux pays étrangers qu'on devait d'abord, en partie, rendre favorables par des pots de vin ou des menaces de la part du gouvernement américain pour les obliger à accepter ces crédits. Qui était trop indocile subissait un accident mortel, comme par exemple les présidents *Torrijos* (Panama), *Roldos* (Ecuador), *Allende* (Chili) et d'autres. Les requins financiers états-uniens offraient des crédits pour le développement de l'infrastructure, des centrales électriques, des autoroutes, des ports, des parcs industriels et autres – «le crédit étant lié à la condition que ce soient des entreprises d'ingénieurs et du bâtiment américaines qui réalisent tous ces projets. En principe, une grande partie de l'argent n'a jamais quitté les Etats-Unis. Des banques à Washington l'ont tout simplement viré au profit des bureaux d'ingénieurs à New York, Houston ou San Francisco».[1] Bien que l'argent est reversé presque immédiatement aux groupes appartenant à la *«Corporatocratie» (la haute finance américaine),* le pays receveur doit rembourser tout, la somme qu'il doit et les intérêts. «Si un assistant financier réussit vraiment bien, les crédits sont si élevés que le débiteur, après quelques années, ne sera plus en mesure de remplir ses engagements.

C'est alors que nous, comme la mafia, exigeons notre part. Par exemple le contrôle des votes à l'ONU, la construction de bases militaires ou l'accès à des matières premières importantes comme le pétrole ou le contrôle du canal de Panama. Bien sûr que nous ne remettons pas les dettes aux débiteurs – c'est ainsi que nous réussissons à soumettre un pays de plus d'une façon permanente à notre entreprise.»[2]

La FED fait fonctionner la planche à billets

La haute finance américaine dispose de l'argent nécessaire à de telles machinations grâce à la FED qui lui appartient. Il ne faut que l'imprimer. La FED, cette machine à monnaie, est en effet l'instrument qui permet à la haute finance états-unienne de dominer le monde entier, de l'assujettir par des crédits et de réduire ceux qui ont accepté son argent à une servitude pour dettes perpétuelle.

La nouvelle manière de conquérir le monde consiste à ne plus tenir sous le joug les peuples directement par les armes, *mais de façon indirecte, en leur imposant des crédits immenses pour qu'ils accèdent, à travers de leurs dettes et intérêts accumulés, à leur domination financière et économique (servitude pour dettes et intérêts).* L'effet est identique: les deux voies réduisent les peuples à l'état de vassaux tributaires à perpétuité.

L'hégémonie de la haute finance américaine à l'aide de dollars imprimés sans scrupules, de crédits, de dettes et d'intérêts est la *nouvelle forme de l'impérialisme mondial* n'ayant plus besoin de faire recours à la baïonnette mais qui, *en misant sur l'endettement, a assujetti plus de 200 pays du monde entier.*

Etant donné ceci, on voit clairement pourquoi l'impérialisme financier ne tolère pas que les pays tels que la Grèce se libèrent eux-mêmes de leurs dettes et des crédits de la haute finance par la faillite de l'Etat. Une telle banqueroute mettrait un terme à la domination par les créanciers, anéantirait leurs crédits et en finirait avec les tributs sous forme d'intérêts.

Ceux qui ont lu *John Perkins* comprendront aussi pourquoi notre gouvernement a dû imposer l'endettement de l'Allemagne en faveur de pays étrangers «sans alternative». Il ne s'agissait pas de l'euro ou de l'Europe, mais du maintien des crédits de la haute finance, et de veiller à ce que l'ébranlement d'un pays n'anéantisse pas ces crédits et la servitude pour dettes respectives, et qu'ainsi ne soit brisée une première pierre de l'enceinte de la forteresse.

Pour cette même raison, tout «engagement privé» des banques par rapport au règlement des dettes est exclu. Les dettes ne doivent pas se transformer en problème des banques de créance américaines, mais rester à la charge perpétuelle de chaque pays endetté et de ses citoyens et contribuables. Si un pays tel que la Grèce ne sait plus quoi faire, eh bien, on fait appel à d'autres pays pas encore surendettés, tels que l'Allemagne, pour prendre la responsabilité en tant que garants, ce qui veut dire qu'on transforme la responsabilité individuelle d'un débiteur en responsabilité col-

Suite page 7

«L'attaque contre la ...»
suite de la page 6

lective de plusieurs pays pour agrandir ainsi la domination par crédits de la haute finance.[3]

Le passage de la démocratie à l'Etat-providence

Le fait que l'impérialisme financier capitaliste ait réussi à s'imposer à l'échelle mondiale en tant que système de domination, est lié aux transformations des démocraties en Etats-providence:

La démocratie est née dans la lutte pour la liberté, le droit et l'autodétermination – donc d'idées et du combat pour les réaliser.

Mais partout, une providence exagérée a transformé le système original des responsabilités démocratiques, par manque d'une construction réconfortante, en un système de domination sociale. Notamment dans les métiers d'assistance sociale, la tendance s'est imposée d'élargir les structures d'aide sociale individuelles à la charge des contribuables, d'«administrer» les destinataires de cette aide et de justifier ainsi la raison d'être de ces structures. La tendance à professionnaliser toute aide sociale et de créer ainsi une concurrence à l'aide familiale et aux engagements bénévoles, au cours des vingt dernières années, a fait triompher cette évolution.

C'est pourquoi les questions de fond ne sont pas suffisamment discutées, telles que par exemple de savoir:

– s'il est socialement juste que chacun ait le droit de consommer le rendement de ses prestations lui-même sans les partager (libéralisme);
– s'il faut priver les couches de population à salaires avantageux de plus en plus de leur revenu pour le redistribuer, au moins en cas de besoin, à d'autres (les partis bourgeois du centre);
– si, par principe, il faut offrir à tous le même revenu et des conditions de vie identiques par la redistribution (socialisme).

Les idées prévalant avant tout en Europe qui, par manque de clarté, se sont développées en une vraie histoire à occuper les gens, ont abouti au fait que l'Etat-providence ait déclaré comme but primordial la redistribution des moyens en faveur des prestataires et des gens à bas salaire. La Gauche s'est créé, en compensation du prolétariat, une couche de nécessiteux d'aide en permanence; y appartiennent, aujourd'hui, non seulement les faibles, mais également les immigrés. C'est surtout avant les élections que l'on redistribue à nouveau pour gagner, avec ces cadeaux électoraux supplémentaires, des majorités de votants. L'évolution des vingt dernières années rend plus difficile un débat raisonnable du problème dans son ensemble; la société 20:80 avec ses indicibles richesses d'une part et l'appauvrissement d'autre part a fait surgir, dans toute la population, non pas seulement le sentiment de l'injustice, mais une situation réellement injuste qui doit être réorganisée.

Le groupe privilégié de ceux favorisant la redistribution

Les gagnants et la nouvelle élite de l'Etat social du XXe siècle sont ceux qui contribuent à la redistribution: les politiciens, les fonctionnaires, les fonctionnaires sociaux. Comme dans chaque féodalisme ils se sont érigés, par le mot fétiche «social», en groupe non seulement inattaquable mais aussi privilégié, pouvant s'acheter, avec les prestations sociales, du pouvoir et de la gratitude. Ces fonctionnaires atteignirent leur statut féodal privilégié non seulement face à leur clientèle sociale, mais aussi face à l'élite des plus performants qu'ils exploitaient en avançant la notion «social» et en les privant sans scrupules de leurs revenus et leurs fortunes. Au sein du féodalisme social, les fonctionnaires sociaux constituent la nouvelle élite sociale, la nouvelle aristocratie sociale qui tire le maximum de profit de la dite redistribution. En Allemagne, elle sert plus de 66.7% de la population.[4]

Comme chaque système corrompu, la redistribution a comme désavantage qu'elle ne peut être réduite que difficilement, parce que l'issue de la situation passive ne se ferait que par un programme de redressement qui fonctionne. Au lieu de cela, on continue à redistribuer, à rajouter, à distribuer constamment de nouveaux cadeaux. Et ce qu'on ne peut plus financer par les recettes en cours, est payé par des crédits, chargeant ainsi l'avenir des coûts sous forme de dettes provenant des prestations sociales exagérées. Ainsi toutes les démocraties à redistribution se sont plus ou moins endettées – en partie de façon débridée – se faisant escroquer volontiers par des fournisseurs de crédits internationaux.

L'UE – union à redistribution et bloc imposant la passivité

Dès ses débuts l'UE, elle aussi, a été une union à redistribution, percevant les fonds des pays membres et – après avoir confisqué une somme toujours croissante pour ses besoins administratifs (50 000 fonctionnaires!) – accordant des subventions à la grande majorité des pays membres pour arriver à une prétendue «égalité de prospérité au sein de l'UE». Ainsi la Grèce a par exemple reçu, dans les vingt dernières années, plus de prestations de redistribution provenant de l'UE (principalement de l'Allemagne) qu'elle n'avait fait, en plus, de dettes. C'est l'Allemagne qui a été et reste dès le début le payeur principal des bienfaits de l'UE, ce qui veut dire qu'en fin de compte, elle est pillée de manière permanente et systématique en faveur des autres pays membres.

Il en résulte que l'UE a toujours été une union de transfert au détriment de l'Allemagne – sans que les pays membres subventionnés se soient ainsi rétablis. Tout au contraire: ils se sont habitués aux prestations de telle sorte qu'au delà, ils s'offrent un endettement encore une fois plus grand, tombant ainsi de la démocratie responsable dans la servitude pour dettes européenne et internationale.

L'élite financière dictatoriale

Cela se manifeste de nouveau de nos jours dans la crise financière européenne. Au Bundestag, les députés noir-rouge-vert ont décidé, à la majorité absolue et à l'encontre de la volonté de 80% de leurs électeurs, de se charger des dettes des pays européens en faillite envers les banques internationales, par des cautions et paiements allemands, léguant ainsi aux générations actuelle et future le plus grand endettement de notre histoire, et ceci non pas dans notre propre intérêt, mais dans celui d'intérêts étrangers. C'est la prochaine génération qui en paiera les conséquences.

Qu'est-ce qui prend les députés de trahir leurs propres électeurs en les chargeant de dettes étrangères qu'ils n'ont pas faites, de livrer leur prospérité aux pays et aux banques étrangers, détruisant même en partie l'avenir de la prochaine génération? Cela n'a plus beaucoup à faire avec la démocratie puisque 80% de la population le réfutent tout en se trouvant dans l'impossibilité d'empêcher les députés élus à y donner leur approbation. Apparemment, ces députés sont sous une contrainte plus forte que celle dictée par le bien-être des électeurs. Apparemment la légitimation d'en bas est donc devenue faible et peu perceptible, au point que la pression d'en-haut les a entraînés à dire oui au «Mécanisme européen de stabilité» (MES) respectivement au «Monstre européen du surendettement» qui se trouve à l'encontre de la volonté des électeurs.

Qui a poussé les députés à cette tromperie envers leurs électeurs?

Formellement, les dirigeants des partis conservateurs, rouges, verts et jaunes ont conjuré leurs députés d'approuver les lois de ce pillage. Dans le cas du FDP, les dirigeants du parti ont même saboté une consultation des membres initiée par le député *Schäffler,* pour atteindre au moins une faible majorité pour l'approbation souhaitée.

Apparemment, dans la crise financière européenne, il ne s'agit plus ni du vote des électeurs ni de l'intérêt des députés, mais les directions des partis ont imposé une stratégie qu'ils semblent avoir reçue eux-mêmes d'en haut:

– on sait que Mme Merkel a considéré le premier «plan de sauvetage» comme problématique sur le plan constitutionnel et qu'elle a hésité jusqu'à ce que le président *Obama* l'ait insultée par téléphone et ait exigé qu'elle obéisse.
– Elle a ensuite transmis cet ordre au président de la République fédérale *Köhler*, un spécialiste financier qui avait reconnu comme tous les autres spécialistes financiers indépendants qu'il ne devait pas signer «pour le bien-être du peuple», mais au contraire pour le dommage du peuple. La pression était cependant si forte qu'il a signé. S'il avait démissionné avant la signature, il serait devenu un héros du peuple. La démission juste après la signature a fait de lui un lâche pour le peuple.
– Les dirigeants des partis rouges et verts ont participé à la prise en charge de dettes ou de caution de l'Allemagne sans problème à travers les plans de sauvetage. Depuis que *Steinbrück* et *Trittin* ont été récompensés par l'invitation à la «Conférence de Bilderberg» en février, ils veulent – contrairement aux partis au pouvoir – non seulement se charger des anciennes dettes de tous les pays européens en faillite, mais ils veulent que leurs électeurs se portent garants également pour toutes les nouvelles dettes – à n'importe quel prix que ce soit (euro-obligations).
– Toutefois, on ne peut pas reprocher à ces deux cadres du parti une atteinte directe à leurs propres électeurs étant donné que les électeurs issus de la classe inférieure profitent en général des transferts de revenu, ils vivent donc des impôts au lieu de les payer. Toutefois, eux aussi subiront de manière indirecte les conséquences de l'endettement: les paiements à l'étranger réduisent l'efficacité de l'Etat à l'intérieur du pays, donc aussi les transferts de la clientèle rouge et verte.

Domination étrangère par des intérêts financiers étrangers

La crise financière en Europe fait par conséquent preuve de domination étrangère qui vise des intérêts (financiers) étrangers. A la place de la volonté des électeurs, la volonté centrale de l'industrie financière mondiale règne depuis longtemps. Elle règne sur le plan mondial à l'aide de la servitude pour dettes et intérêts dans plus de 200 pays du monde. Elle constitue non seulement un nouveau genre d'empire financier mondial mais transfère aussi des compétences et des structures de pouvoir national de la démocratie centrale vers une obéissance centrale à l'hégémonie financière. La domination de l'oligarchie financière issue du capitalisme financier peut donc être considérée comme une nouvelle hégémonie d'élites, l'hégémonie de l'industrie financière sous la direction des deux clans régnants comme système politique qui remplace celui de la majorité démocratique.

L'empire financier s'est de même assuré le soutien des quelques centaines de gens les plus importants du monde. Cette oligarchie se rencontre annuellement en tant que «Club de Bilderberg».[5] Le prince *Bernhard des Pays-Bas* et les deux clans financiers *Rothschild* et *Rockefeller*, l'ont fondé en 1952 pour élaborer des propositions au sujet d'«un seul gouvernement mondial» et pour imposer leurs plans communs en faveur de l'élite financière régnante. Voici par exemple quelques objectifs visés:

– L'identité internationale remplace l'identité nationale. L'identité nationale doit être parfaitement minée, stigmatisée en tant qu'«extrême droite» dans le monde entier pour qu'elle ne se relève plus jamais face à un «seul monde» nivelé.
– Contrôle central de la politique des Affaires intérieures et extérieures. Celui-ci est formellement exercé par le gouvernement des USA qui est pour sa part téléguidé par la haute finance. L'Europe est gouvernée par le consensus de l'Union européenne comme sous-groupe.
– Finalement, on prévoit de centraliser le pouvoir dans le monde aux Nations Unies, et de recouvrer par le «citoyen du monde» des impôts directs, ou de manière indirecte sous forme de remises sur les matières premières, accordées par l'ONU.
– L'OTAN doit être élargie au niveau d'une armée mondiale de l'ONU et elle doit intervenir de plus en plus dans des foyers d'insurrection dès que l'hégémonie financière est menacée.
– Dans un système de droit uniforme, la Cour de justice internationale doit devenir la seule instance juridique, la Cour suprême du monde entier.
– Dans une éducation globale, les gens doivent être élevés en vue de la liberté et de l'unité globale: liberté des capitaux, liberté d'accès au travail, liberté d'investir, liberté par rapport à tout lien national, liberté à l'égard de l'histoire et des liens nationaux et, aussi l'égalité de toutes les races et de tous les peuples.
– Un alignement mondial des médias sert le même but. La centralisation et la monopolisation des médias sont mises au service d'une éducation prévue à l'échelle mondiale.[6]

Vers la fin du XXe siècle, il se tisse par conséquent un fil rouge de centralisation dû au besoin d'argent des pays de redistribution d'un côté et au besoin de nouveaux débiteurs pour des crédits toujours nouveaux de la haute finance américaine de l'autre côté:

– à travers le démantèlement de la souveraineté nationale par la servitude pour dettes et intérêts et
– la centralisation européenne des compétences démocratiques décisives au profit de l'Union européenne dominée par le politburo central et
– le transfert de pouvoir systématique vers les fonctionnaires politiques asservis à la haute finance partout dans le monde,

donc de façon conséquente à un système d'hégémonie mondiale hiérarchique et central qui n'est plus démocratique, dominé par une nouvelle élite du capital sous la direction de l'oligarchie financière.

Le système démocratique qui repose sur les majorités de la population – à savoir la démocratie représentative sans correctif du référendum ni de l'initiative factuels – s'est évidemment vendu financièrement lui-même à travers la corruption de la redistribution. Les nouveaux sires financiers, les prêteurs et les suzerains décidant des dettes, des intérêts, des actifs financiers, règnent de manière centraliste sur le nouveau monde virtuel du capital financier. Ils sont les véritables dictateurs du capital et règnent sur plus de 200 pays de la terre pour décider quand et quel pays reçoit des fonds ou se trouve en difficultés et qui doit finalement payer pour les crédits dus (tous, sauf leur propres banques).

La crise financière de l'euro a fait apparaître de manière très claire ces structures de pouvoir.

Ce qui s'appelle encore démocratie dans les pays de l'Union européenne n'est qu'une forme creuse dotée de moins en moins de compétences. Le sens des responsabilités est à nouveau remplacé par une servitude autoritaire comme pendant des siècles précédents, à la différence qu'il s'agit cette fois-ci de la domination et de la servitude financières indirectes qui ne sont pas faciles à saisir par le public parce qu'elles sont cachées et davantage dissimulées par l'incroyable hypocrisie des médias. Elle peut cependant être beaucoup plus brutale que les systèmes de domination directe des siècles précédents. •

(Traduction *Horizons et débats*)

1 John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis,* Editions Alterre, septembre 2005

2 John Perkins, Bekenntnisse eines Economic Hit Man, p. 22s.

3 cf. Hamer, E. «Die US-Hochfinanz treibt die Welt planmässig in Schuldknechtschaft», in: *Der Welt-Geldbetrug,* 3e éd. 2012, p. 36s.

4 cf. Hamer, Eberhard, *Mittelstand unter lauter Räubern,* p. 16s.

5 cf. Daniel Estulin, *Die wahre Geschichte der Bilderberger,* 3e éd. Rottenburg 2011.

6 cf. Estulin, p. 50s.

km. Le professeur Hamer écrit: «Qu'est-ce qui prend les députés de trahir leurs propres électeurs en les chargeant de dettes étrangères qu'ils n'ont pas faites, de livrer leur prospérité aux pays et aux banques étrangers, détruisant même en partie l'avenir de la prochaine génération? Cela n'a plus beaucoup à faire avec la démocratie puisque 80% de la population le réfutent tout en se trouvant dans l'impossibilité d'empêcher les députés élus à y donner leur approbation. Apparemment, ces députés sont sous une contrainte plus forte que celle dictée par le bien-être des électeurs. Apparemment la légitimation d'en bas est donc devenue faible et peu perceptible, au point que la pression d'en-haut les a entraînés à dire oui au «Mécanisme européen de stabilité» (MES) respectivement au «Monstre européen du surendettement» qui va à l'encontre de la volonté des électeurs.»

* * *

L'analyse est juste. Les citoyens allemands le savent également. Ils savent aussi que la démocratie directe offre une issue. La démocratie directe est le droit des citoyens, aussi en Allemagne, pour corriger le mauvais chemin sur le plan factuel et aussi pour obliger à nouveau les députés à respecter ce qu'il sont tenus de faire par la loi.

Le dernier témoin

Il a traversé l'enfer à plusieurs reprises, mais il est toujours resté une personne droite. Une visite chez Erwin Jöris à l'occasion de son centenaire

par Stefan Martens

Erwin Jöris (photo wikimedia)

Un immeuble dans une banlieue de Cologne. Le neveu ouvre la porte de l'appartement. Le neveu a dépassé, lui aussi, largement les 70 ans. *Erwin Jöris* se lève de son fauteuil. Il fête son centenaire. Il salue avec une poignée de main ferme. On sent l'esprit combattant de cet homme encore grand. Depuis plus de 50 ans, il vit à Cologne, pourtant il n'a jamais renoncé à sa «gueule berlinoise». Aux parois de la salle de séjour, des souvenirs en images: Jöris encore jeune homme, le document de remise de la croix fédérale du Mérite, des amis et sa femme *Gerda*. «Elle est morte il y a 4 ans», dit-il «elle était allongée soudain ici sur le sol.»

Erwin Jöris est témoin d'un siècle guerrier et rempli de souffrance. Avec son histoire de double persécuté sous la dictature de *Hitler* et celle de *Staline*, certainement aussi le dernier témoin.

Berlin 1918/19, juste après la fin de la Première Guerre mondiale. Les journées révolutionnaires. Les Spartakistes combattent contre les troupes gouvernementales. Erwin Jöris a juste 7 ans. Son père est membre de l'USPD (parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), une scission gauche du SPD. Chez lui, à la maison, des réunions secrètes ont lieu. Le petit Erwin écoute ces conversations. «Nous, les enfants, on s'apercevait naturellement quand des personnes étrangères allaient et venaient. Mes frères préféraient dormir, moi je restais éveillé et je tendais l'oreille.» Jöris se souvient de l'ambiance: «On devait faire attention, car quelque chose pouvait se passer à tout instant, par exemple une tuerie. J'ai vu des corps tout ensanglantés dans la rue. Des hommes avaient été fusillés par décision de la cour martiale. Je me souviens de la grande colère, qui me saisissait en voyant comment on se comportait envers les gens.»

A 15 ans, Jöris adhère à la *Ligue des jeunes communistes d'Allemagne* et devient bientôt son dirigeant dans le district de Berlin-Lichtenberg. A cette époque, le NSDAP gagne de l'influence. Jöris est témoin d'innombrables combats de rues et dans les salles entre les troupes brunes de la SA et les jeunes communistes. Il s'y mêle fortement, animé par l'idée d'une société juste.

Le menuisier de formation raconte comment sa conception du monde a commencé à connaître les premières fissures: en 1931, une «coopération inquiétante» commence entre le KPD et le NSDAP en Prusse. Les deux partis initient un vote populaire visant à dissoudre le Landtag et à renverser le gouvernement socio-démocrate prussien. Lors d'une assemblée de son parti, Jöris proteste en vain: «Personne ne le croirait aujourd'hui, si on ne l'avait pas vécu soi-même: les communistes couraient avec les chemises brunes à travers les villes prussiennes. Nous avons assisté à une action commune entre Hitler, *Hugenberg* et *Thälmann*.» En novembre 1932, les nazis et les communistes ont organisé en commun une grève des travailleurs des transports publics de Berlin: «Il faut s'imaginer cela: *Ulbricht* et *Goebbels* ont conclu un front commun.» Jöris voit combien de ses camarades passent au NSDAP.

Au camp de concentration de Sonnenburg

1933 – Hitler prend le pouvoir. L'incendie du Reichstag. Les communistes sont les premiers à subir les conséquences. Erwin Jöris est arrêté par les gens de la SA et livré dans un ‹Sturmlokal› [localité où se rencontraient régulièrement les membres de la SA, ndlt.]: «Déjà à l'entrée, j'avais la nausée. D'anciens camarades m'ont accueilli avec des mugissements railleurs.»

Jöris va d'abord à la prison de Spandau, après au camp de concentration de Sonnenburg, pourtant son esprit combattant est intact: «Sur le trajet, on a chanté l'Internationale.» A Sonnenburg, il apprend à connaître *Erich Mühsam* et *Carl von Ossietzky*. «Une fois, je n'ai pas vu Ossietzky pendant quelques jours. Après, je ne l'ai presque pas reconnu: son visage était vert et bleu, marqué par la torture.» Jöris et les autres prisonniers ont dû regarder comment les incarcérés creusaient leur propre tombe. «On mettait un cercueil en plein milieu de la cour. On nous commandait de marcher autour du cercueil et de chanter une chanson de marche.»

Après trois mois, Jöris est libre. Il doit déclarer par écrit qu'il ne participera plus à des «actions hostiles à l'Etat». «Nous avons signé le papelard, après tout, on n'était pas obligé de s'y tenir après notre libération.»

Hotel Lux

Le parti fait passer Jöris à Moscou en passant par Prague, il doit recevoir une formation de cadre et aller à l'école du *Komintern* (Internationale communiste). A Moscou, il est logé dans le célèbre «Hôtel Lux», où résident de nombreux communistes éminents. Toutefois, le menuisier se trouve dans une simple chambre commune dans l'arrière-cour de l'hôtel. Ensuite, a lieu un entretien de cadre devant une commission. Jöris rapporte tout, même sa signature sur le papier nazi. Un membre de la commission lui aboie que c'était la capitulation devant le fascisme. «Cet homme était *Herbert Wehner*, à côté de lui était assis *Wilhelm Pieck*.» Quand Erwin Jöris raconte cela, sa voix s'élève et sur son front se forment des plis de colère. Se tournant vers Pieck, Jöris poursuit en aboyant: «Tu as combattu avec *Rosa Luxembourg* et *Karl Liebknecht*. Ils ont été assassinés et toi, tu vis …» Jöris, le rebelle. Il ne peut s'empêcher de répliquer. «Je ne voulais pas qu'on me reproche d'avoir capitulé.»

Le quotidien russe

Jöris n'est pas admis à la formation de cadre, au lieu de cela, il doit d'abord faire ses preuves en travaillant dans une fabrique de machines à Swerdlovsk dans l'Oural. Là, il apprend à connaître le quotidien russe et voit, ce qui n'était pas destiné à ses yeux. «Regarde donc dans les lotissements des ouvriers», lui chuchote un Russe. Jöris voit des boulangeries qui sont surveillées par des soldats: «Quand les ouvriers avaient du pain noir un jour, ils étaient les plus heureux au monde. Souvent, j'ai vu des travailleurs se tenant vers le portail de l'usine et qui n'avaient pas le droit de rentrer à la maison. Au lieu de cela, ils étaient chargés sur des camions pour travailler ‹volontairement› dans les kolkhozes. Mais les bonzes rouges vivaient comme des princes.» Jöris rend visite à des familles russes. «Quand on buvait là de la Vodka, alors les Russes commençaient à parler. Là, j'en ai appris davantage qu'à l'école du Komintern et sur tout ce qui n'était pas inscrit dans la feuille du parti.»

En juin 1937, Jöris est rappelé à Moscou par la commission de contrôle du *Komintern*. Là non plus, il ne se fayote pas, il pose plutôt des questions et se plaint des conditions. Il tombe dans le tourbillon des grandes épurations, qui ne touchent pas seulement le PCUS (parti communiste de l'Union soviétique). Les communistes allemands et étrangers en exil soviétique sont aussi pris, et innombrables sont ceux qui sont fusillés.

Pour des raisons d'«intrigues trotskistes», Jöris est arrêté par le service secret russe NKVD, et incarcéré à la Loubianka, la prison mal famée à Moscou. Même là-bas, il se dispute avec ses sbires: «Celui qui n'est pas dans un camp de concentration en Allemagne aujourd'hui, est chez vous à la Loubianka.» Là, où la plupart des prisonniers attendent leur exécution …

Erwin Jöris boit une gorgée de café. Combien de souffrance peut supporter un être humain? On ne se pose jamais cette question. Il raconte sans plainte et sans amertume. Il n'a jamais pu faire autrement que de s'opposer à tout ce qui signifie l'arbitraire et l'injustice.

«Cette cellule de masses à la Loubianka était pour moi le vrai congrès du parti. Il y avait là des gens du gouvernement, des syndicats, des scientifiques, des curetons. Et si vous êtes avec eux pendant des mois, alors vous apprenez ce qu'est le communisme.»

Lorsque Jöris refuse de demander la nationalité soviétique, il est expulsé de l'Union soviétique en Allemagne et pris par la Gestapo en détention provisoire.

Après sa libération, il travaille dans l'entreprise parentale de vente de charbon. Il se retire du travail illégal du KPD. Ses expériences en Union soviétique l'ont rendu étranger au parti.

1940. Même Erwin Jöris n'est pas épargné et doit rentrer dans la Wehrmacht. D'abord, il participe à la campagne de France, ensuite, il est engagé au front de l'Est, en Ukraine – contre l'Union soviétique, qu'il voulait pourtant toujours défendre. Lors du retrait de la Wehrmacht, où il est alors engagé comme chauffeur de camion pour une antenne chirurgicale, il est capturé par les Soviétiques comme prisonnier de guerre en 1945. Dans les derniers jours avant la capitulation, il est blessé par des éclats d'obus. Au moins, en raison de sa blessure de guerre, il peut sortir du camp de prisonniers de Mojaïsk près de Moscou et rentrer à Berlin. Là, il travaille de nouveau dans l'entreprise paternelle de vente de charbon. Il a définitivement tourné le dos au parti. Il ne veut pas entrer dans le SED.

Au goulag

La guerre est finie, avec sa femme Gerda, il veut aller à Lichtenberg, son ancien district berlinois pour construire une vie à deux – bien sûr sans engagement politique. Cependant, il est dénoncé par un ancien camarade, avec lequel il s'était disputé en pleine rue. «Nous étions à la Loubianka, pendant que vous flattiez les fascistes», lui rugit Jöris. L'ardent communiste d'autrefois est condamné à 25 ans de camp de travail en Union soviétique pour soi-disant espionnage, diffamation de dirigeants de parti et trahison du prolétariat. «Ta gueule gèlera en Sibérie», lui aurait dit le juge d'instruction. «La tienne aussi», réplique Jöris audacieusement.[1]

Après un court séjour en détention provisoire à Berlin-Hohenschönhausen, Erwin Jöris se retrouve en Union soviétique – dans un wagon de prisonniers, il atteint lors d'un transport collectif le Goulag de Vorkouta au cercle polaire nordique, insulté comme «cochon de fasciste», affecté au travail dur dans une mine de charbon, souvent passant 10 heures par jour sous terre. La vie au camp est insupportable. «Beaucoup me disaient: ‹Soit je suis libre l'année prochaine, soit je suis un cadavre.› Pour les encourager je disais toujours: ‹L'année prochaine, tu n'es ni libre ni mort, tu t'es seulement habitué à cette situation. Vous leur faites seulement plaisir quand vous vous lamentez›.»

Après trois ans, on sent des soulagements dans le camp, les dirigeants du camp sont mesurés dans leurs punitions – une conséquence du rapprochement entre l'Union soviétique et la jeune République fédérale. «Un jour, le coiffeur m'a dit: ‹Nous avons reçu l'ordre de ne plus couper les cheveux court à aucun Allemand du camp.›» En décembre 1955, juste après la visite légendaire de *Konrad Adenauer* à Moscou, Erwin Jöris est libéré et peut rentrer en Allemagne.

Réparation tardive

Sa femme l'a attendu. Ils quittent Berlin-Est et trouvent finalement une nouvelle patrie à Cologne, et Jöris trouve un travail dans un entrepôt frigorifique. «Au début, j'étais soupçonné d'être un criminel de guerre, parce que j'étais revenu si tard de la captivité. Lors d'une assemblée d'entreprise, j'ai clarifié et rectifié les choses, et à partir de là, les gens étaient de mon côté. J'y ai travaillé pendant 22 ans.»

Quelques décennies plus tard, en 1995, à 83 ans, Erwin Jöris reçoit des dédommagements tardifs: il est réhabilité par le tribunal supérieur de guerre de Russie, le jugement contre lui est cassé.

Deux livres et un film rendent hommage à l'histoire de vie d'Erwin Jöris. Il est souvent allé dans des écoles et a participé à de nombreuses manifestations, aussi pour permettre aux jeunes gens un propre jugement sur les erreurs et les faiblesses de l'histoire. «Je ne suis jamais venu en voulant montrer les autres du doigt. Non, il faut raconter les erreurs qu'on a faites soi-même – cela marche bien.»

Quand Erwin Jöris raconte sa vie, c'est un homme qui parle, qui a gardé en toutes circonstances sa liberté intérieure et aussi encouragé les autres dans des moments lugubres. Il ne perd pas son temps à se demander comment il a survécu à tout ça. «J'ai cherché des alliés et je n'ai jamais permis qu'on m'interdise la parole. Je voulais survivre.»

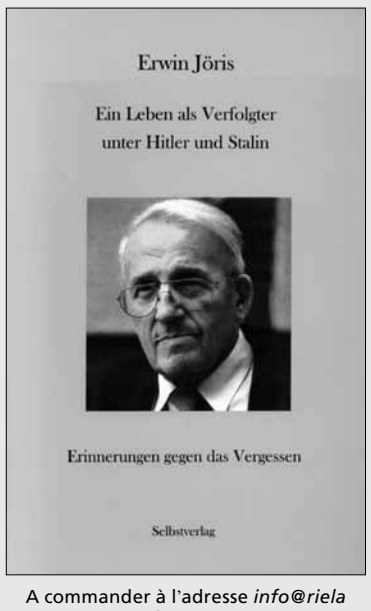
Il ne ressent pas de haine contre ses bourreaux: «Je ne connais pas la haine. Je considère ce qu'ils ont fait comme de la bêtise. Pourquoi devrais-je les haïr? Ils devaient remplir leur norme, sinon ils auraient été eux-mêmes liquidés.»

Le visiteur se demandera, ce qui ressort des paroles de ce centenaire.

Un enfant, une jeune personne qui développe dans sa famille et son environnement ses propres idées, une attitude personnelle et une réflexion analytique face aux déroulements politiques, est apparemment mieux paré contre les tempêtes de ce monde.•

(Traduction *Horizons et débats*)

[1] «Das Leben von Erwin Jöris», in: Andreas Petersen. *Deine Schnauze wird dir in Sibirien zufrieren. Ein Jahrhundertdiktat*. Wiesbaden 2012.



A commander à l'adresse *info@riela buch.de* ou *info@buecher-chorb.ch*

ISBN 13-978-386 539 2848

Affiche de cinéma